

*f* r a n c e  
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • **hors-série**

REVUE TRIMESTRIELLE • MAI 2012



1965 : ITINÉRAIRE  
D'UNE CAMPAGNE



FONDATION

Jean Lecanuet

Pour un dialogue international

# S o m m a i r e

France Forum • hors-série • nouvelle série • mai 2012

Repère .....	1
--------------	---

## **1965 : ITINÉRAIRE D'UNE CAMPAGNE**

<b>Présentation du colloque</b> par Bernard Bosson .....	2
<b>Introduction</b> par Hugues Portelli .....	3
<b>Première table ronde : Le choix de la France de 1965</b> par Jean Garrigues, Michèle Cotta, Jacques Godfrain, Gérard Le Gall, Jean-Pierre Prévost, Michel Rivet-Paturel .....	6
<b>Seconde table ronde : « Un homme neuf, une France en marche »</b> par Pierre Fauchon, Pierre Bordry, Thierry Vedel, Sylvie Guillaume .....	28
<b>Conclusion du colloque</b> par Bernard Bosson .....	51
<b>Colloque André Colin : une grande figure du MRP. Extrait</b> .....	54

## 1965 : itinéraire d'une campagne

L'élection présidentielle de 1965 est tout sauf une élection comme les autres.

C'est la première élection d'un président de la République au suffrage universel direct. Un dialogue entre un homme et un pays s'installe pour longtemps, loin des combinaisons partisanes et des arrangements parlementaires.

Certains politiques en tireront des enseignements immédiats, d'autres ne sauront jamais s'adapter à cette nouvelle ère.

L'élection de 1965, c'est la mise en ballottage du général de Gaulle. L'« homme du 18 juin » est condamné à subir un second tour électoral.

Un événement à lui seul.

L'élection de 1965, c'est un visage, celui de Jean Lecanuet, symbole non seulement d'un centrisme d'espérance, mais aussi d'une France qui découvre la modernité, la communication, le débat démocratique par médias interposés.

À quelques semaines d'un nouveau grand rendez-vous électoral, la fondation Jean Lecanuet se devait de rendre hommage, au cours d'un colloque qui s'est tenu le 14 mars dernier au Sénat, à cette année 1965, point de départ d'une aventure qui n'a jamais plus cessé de structurer notre vie politique et de passionner nos concitoyens. ●

# Présentation du colloque

**par Bernard Bosson  
ancien ministre**

**J**e prends la parole pour vous saluer toutes et tous et vous dire la profondeur de mon émotion tant j'ai admiré et aimé d'une filiale affection Jean Lecanuet. Je me suis engagé tout jeune auprès de lui, dès 1965 et sa première réunion publique de lancement de campagne à Annecy. J'ai milité avec enthousiasme à ses côtés jusqu'à son dernier jour et cet immense et fervent adieu à Rouen.

Dans la salle Gaston Monnerville de cette Haute Assemblée où Jean Lecanuet a siégé avec un exceptionnel rayonnement, j'ai donc l'honneur de vous accueillir pour ce quatrième colloque de la fondation Jean Lecanuet, consacré précisément à la candidature de ce dernier à l'élection présidentielle de 1965. Je remarque aussi que nous sommes en 2012 et qu'il s'agit donc du cinquantième anniversaire de la réforme de 1962, qui a institué l'élection du président de la République au suffrage universel direct et dont la première manifestation se tint en 1965.

Je salue également affectueusement Françoise Lecanuet, la fille de Jean, et Mme Fontanet, l'épouse de notre regretté ami, Joseph Fontanet. Je remercie les intervenants des tables rondes : Michèle Cotta, Sylvie Guillaume, Jean Garrigues, Jacques Godfrain, Pierre Fauchon, Pierre Bordry, Gérard Le Gall, Jean-Pierre Prévost, Michel Rivet-Paturel, Thierry Vedel ainsi que celui qui a bien voulu accepter le rôle de modérateur, Yves Pitette.

Hugues Portelli va ouvrir ce colloque sur ce premier grand rendez-vous national entre un homme et le peuple français, entre un centriste et l'élection présidentielle à un moment où il n'était pas encore évident que ce changement de scrutin allait constituer, additionné au scrutin majoritaire à deux tours pour l'Assemblée nationale, la clé de voûte de la V<sup>e</sup> République, devenue ainsi une sorte de monarchie élective.

Je ne dirai rien de plus ne voulant pas orienter un débat que je n'ai pas à introduire, mais que je m'efforcerai de conclure tout à l'heure. Je passe donc immédiatement la parole à Hugues Portelli. ●

# Introduction

par **Hugues Portelli**  
sénateur du Val-d'Oise

**J**e suis moi aussi ému de retrouver beaucoup d'amis et de débattre de ces premières années de la V<sup>e</sup> République. Puisqu'il s'agit de l'élection de 1965, permettez-moi de rappeler que les règles de cette élection diffèrent fortement des règles actuelles, notamment toutes celles concernant le financement des campagnes électorales, les règles en matière de contrôle de la communication, etc., des règles qui ont été bien durcies depuis les origines.

Si l'on regarde les choses du point de vue de l'histoire des institutions de la V<sup>e</sup> République, il est étonnant de constater que tous les candidats alors en lice ignorent les règles du jeu de cette première élection présidentielle.

Ces règles sont draconiennes. Le président doit être élu par le peuple. Directement : pas d'intermédiaires, pas de grands électeurs. Le peuple vote directement.

« *Le Président ne doit pas être l'homme des partis* », disait le général de Gaulle. À l'époque, seuls cent parrainages seront nécessaires, ce qui fait que quelques candidats inattendus se présenteront.

Par ailleurs, c'est une élection à deux tours, ou éventuellement à un tour, mais, selon la Constitution, le candidat élu doit avoir la majorité absolue des suffrages. Cela signifie qu'au second tour, il n'y a que deux candidats, ou alors que l'on est élu au premier tour avec la majorité absolue.

Jamais qui que ce soit, de Gaulle compris, n'a pu passer au premier tour. Tous les présidents élus l'ont été au second tour, où les deux candidats restés en course s'affrontent.

Avec cette élection, nous sommes dans une logique bipolaire. Il n'y a que deux candidats, donc un clivage en deux camps est induit par l'élection présidentielle.

Qui dit élection dit compétition et donc règlement. Or, ce qui est aussi important dans la Constitution et son article 7, c'est la mise en place de règles prévoyant une égalité de temps de parole pour tous.

À l'époque, le contrôle était plus facile parce qu'à la radiodiffusion télévision française il n'y avait qu'une chaîne de télévision, en noir et blanc.

Chacun a un temps de parole égal aux autres. Pour le reste, on ignore encore combien coûte une élection et comment on procède. On ignore aussi comment faire un sondage.

Je me rappelle – ce qui était à l'époque extraordinaire – qu'il n'y avait qu'un institut de sondage, l'IFOP. Il existait depuis 1938. Lorsque Pierre Lazareff l'a sollicité pour faire un sondage pour le premier tour, l'IFOP crédite le général de Gaulle de 43 % au premier tour. Pierre Lazareff estime qu'il ne peut pas publier ce résultat en première page de *France soir*. Il va demander aux Renseignements généraux de communiquer également leurs chiffres. Les leurs seront « plus convenables » puisqu'ils indiquent 55 % des voix pour le général de Gaulle dès le premier tour. La victoire de l'IFOP sur les Renseignements généraux scellera le destin des sondages dans l'élection présidentielle.

Une série d'éléments institutionnels, constitutionnels, législatifs et réglementaires se mettent en place entre 1962 et 1965 et vont conditionner l'élection.

Cela vous explique pourquoi les acteurs vont tous être pris au dépourvu et, en premier lieu, sur le type de campagne à mener. C'est une élection, ce n'est pas un référendum.

Le général de Gaulle, qui fera du premier tour un référendum, devra, pour le second tour, faire une campagne électorale, sous peine de perdre. L'inventeur du concept, si je puis dire, n'avait pas compris comment celui-ci fonctionnerait concrètement.

Dans cette élection, il faut avoir la majorité absolue des suffrages. Ce n'est pas anodin, au contraire.

Cela représente un grand changement dans l'histoire politique de la France parce que, jusqu'alors, même avec le scrutin majoritaire à deux tours, avec 45 % des voix on gagnait (effet de la dispersion de la pluralité d'offres électorales, etc.).

En revanche, à l'élection présidentielle, plus de 50 % des voix sont nécessaires pour gagner. Donc celui qui réalise 45 % des voix à une législative avec sa formation n'est pas sûr de gagner une présidentielle. Cela implique une stratégie d'alliance, qui est induite par ce système électoral et, ce que beaucoup ne verront pas, une stratégie de reports de voix.

À gauche, celui qui le comprendra tout de suite, c'est François Mitterrand. Il gagnera la compétition contre Guy Mollet, Gaston Defferre et Pierre Mendès France quand il comprendra, premièrement, que l'élection présidentielle est primordiale et, deuxièmement, qu'une élection sans stratégie d'alliance structurée autour du scrutin majoritaire à deux tours est perdante. C'est cette compréhension de la conception de la V<sup>e</sup> République qui fera le succès ultérieur de François Mitterrand.

Et Jean Lecanuet dans tout cela ?

Son intuition géniale est d'avoir compris que, pour réussir une élection, il faut d'abord être candidat, et ensuite qu'il faut avoir la capacité de faire campagne. Il est vrai que Jean Lecanuet va être un novateur puisqu'il va inventer la campagne présidentielle moderne. Mais il aura un problème avec le fonctionnement intrinsèque de cette élection, et notamment son fonctionnement dans la durée.

La V<sup>e</sup> République nécessite en effet deux choses : d'abord, que l'on comprenne comment fonctionnent les institutions avec un mode de scrutin obligeant à la bipolarisation ; ensuite, d'avoir un électorat qui prenne l'habitude des élections et de votre présence à celles-ci.

En politique, vous n'existez que si vous habituez vos électeurs à vous connaître. Vous ne pouvez pas vous présenter aux élections une fois sur deux en disant : « *Cette fois-ci, j'y vais, mais la prochaine fois, ce ne sera pas moi* », ou : « *Cette fois-ci, je fais campagne, non pas sur mon programme, mais sur les institutions de la V<sup>e</sup> République* », comme l'a fait Alain Poher.

Cette méconnaissance du système bipolaire que la V<sup>e</sup> République a mis en place et surtout cette incapacité à s'installer dans la durée, à fidéliser ses électeurs ont été fatales au centre et à Jean Lecanuet, même si ce dernier avait très bien réussi cette élection.

Il y a eu beaucoup de « morts politiques » sous la V<sup>e</sup> République du fait de cette incompréhension. Le parti communiste, d'une certaine manière, et le Parti radical en sont morts. On ne peut pas avoir un candidat communiste à une élection sur deux ni un candidat radical à une élection sur quatre.

Les institutions fixent toutes les règles du jeu (constitutionnelles, législatives, administratives) et il faut les connaître et les respecter. Pour être un bon candidat et surtout un bon vainqueur, il faut en plus les assimiler.

Jean Lecanuet avait compris l'essentiel, mais il est dommage que ses successeurs n'en aient pas fait autant. ●

# Le choix de la France de 1965

## – Première table ronde –

**Yves PITETTE.** - *À l'occasion de la première table ronde, nous ferons une sorte d'état des lieux pour voir comment les événements se sont mis en place. Lors d'une seconde table ronde, nous verrons la façon dont ils se sont déroulés.*

*Nous allons commencer avec Jean Garrigues, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Orléans. Il va nous parler de la carte électorale de l'époque.*

*Ensuite, nous écouterons Michèle Cotta dont nous connaissons tous la carrière. À l'époque, elle était journaliste à L'Express.*

*Puis Jacques Godfrain nous parlera de la candidature du général de Gaulle, au-dessus de la campagne ou dans la campagne, ce sera notre question.*

*Gérard Le Gall, politologue, nous entretiendra de la candidature de François Mitterrand après l'échec de la « grande fédération ».*

*Jean-Pierre Prévost, ancien journaliste et cadre du MRP, évoquera l'état du MRP au moment où il faut désigner un candidat à l'élection.*

*Et, enfin, Michel Rivet-Paturel, qui a fait une thèse sur Jean Lecanuet, nous parlera des conditions de sa candidature.*

*La parole est donc à Jean Garrigues, sur l'état politique de la France au moment où l'élection présidentielle se met en place en 1965.*

**Jean GARRIGUES.** - Merci d'avoir bien voulu m'inviter, moi qui suis plutôt un spécialiste de la III<sup>e</sup> République, mais qui, avec Sylvie Guillaume, ai beaucoup travaillé sur l'histoire du mouvement centriste. Nous avons même bataillé pour que cette histoire du centrisme devienne un champ d'histoire politique à part entière, ce qui n'était pas évident il y a encore une dizaine d'années.

Je ferai un bref rappel de ce qu'a été le paysage politique de cette campagne de 1965. Ce ne sera pas une cartographie électorale, mais plutôt un rappel des principales forces en présence en soulignant ce dont parlait tout à l'heure Hugues Portelli, à savoir l'innovation de cette campagne de 1965, la première qui se déroule vraiment au suffrage universel, puisque lors de l'élection du 10 décembre 1848 seuls les



hommes avaient voté. Il y a là une rupture, un tournant historique, une révolution copernicienne que vous avez fort justement soulignée.

J'aborderai très rapidement un deuxième élément. Il s'agit de ce que l'on pourrait appeler, à ce moment-là, une forme « de disgrâce » de celui qui a été l'homme providentiel à deux reprises dans l'histoire de France : le général de Gaulle<sup>1</sup>. Cette disgrâce va peser sur l'issue et le déroulement même de cette élection.

Lors de « la révolte des gueules noires », ce premier grand conflit social qui met à mal le général de Gaulle au mois de mars 1963, se profilent les difficultés électorales de 1965. Le défilé des mineurs du 13 mars 1963 à Paris, le conflit social qui s'enlise, soutenu par la majorité de la population française, tout cela écorne l'image du chef de l'État tout-puissant.

Puis il y a la campagne menée en 1964 par les différentes familles de la gauche contre cette image d'homme providentiel, d'omni-président, assimilé à un dictateur. Cette campagne, qui a commencé dès 1958, culmine en 1964 avec la publication de deux ouvrages. Le premier est celui du communiste Jacques Duclos, *De Napoléon III à de Gaulle*, dans lequel un parallèle très explicite et très fallacieux est fait entre deux supposés dictateurs, Napoléon III et le Général. Le second ouvrage, qui fait grand bruit, est *Le Coup d'État permanent* publié par François Mitterrand, critique en règle de la concentration des pouvoirs gaullienne, comparée une nouvelle fois aux deux Bonaparte.

Ce brûlot antigauilliste est la rampe de lancement de la campagne présidentielle de François Mitterrand, centrée sur la dénonciation du pouvoir personnel. Ce thème est d'ailleurs souligné par Pierre Mendès France, conscience de la gauche, lors d'une intervention à la radio Europe 1, le 2 décembre 1965, où il parle d'un homme magnifié, sacralisé et pourtant « d'un homme qui n'est rien qu'un homme ».

Ces attaques vont donc concourir à affaiblir la figure charismatique du général de Gaulle. Il faut ajouter celles de l'extrême droite, portées par Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien du Parti populaire français et du régime de Vichy, célèbre pour avoir été l'avocat des chefs de l'OAS, dont le général Salan. Son directeur de campagne est Jean-Marie Le Pen. Il est le premier candidat en lice, dès novembre 1963, et va concentrer une grande partie de ses critiques sur le général de Gaulle.

J'évoquerai plus brièvement la candidature du sénateur de la Charente, Pierre Marcilhacy, bien qu'elle soit intéressante pour mettre en lumière les hésitations et les divisions de la droite libérale. Mais Pierre Marcilhacy n'a pas réussi à fédérer autour de lui cette famille politique, restant un candidat marginal.

Il faut évoquer un troisième élément, celui de la candidature centriste – c'est évidemment ce qui nous intéresse le plus – qui commence avec un autre homme providentiel, ce fameux « Monsieur X », présenté dans les colonnes de *L'Express* sous la plume de Jean Ferniot (19 septembre 1963), portrait-robot d'un candidat idéal qui va s'incarner en la personne du maire de Marseille, Gaston Defferre.

1. Jean Garrigues, *Les Hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Seuil, 2012. (NDLR)

Je ne détaillerai pas cette candidature très passionnante, ni les négociations qui l'entourent, ou le tournant historique qu'elle aurait pu constituer. Simplement, on sait que le MRP – et Jean Lecanuet notamment – va manifester son intérêt à l'égard de cette candidature, d'autant plus qu'aux élections municipales de mars 1965, principalement à Marseille, des listes préfigurant ce que pouvait être cette « grande fédération » ont remporté la victoire.

Gaston Defferre conduisait une liste soutenue par le MRP, les radicaux et le Centre national des indépendants et paysans. Au fond, il s'agissait d'une liste de « troisième force », reproduisant ce qu'avait été la coalition dominante de la IV<sup>e</sup> République, des socialistes à la droite modérée.

Mais la « grande fédération » Defferre va échouer face à l'intransigeance de Guy Mollet, premier secrétaire de la SFIO, qui porte un coup fatal à ce projet lors du congrès de Clichy en juin 1965 en insistant sur les thèmes de la laïcité, de la nationalisation des banques d'affaires qu'il savait inacceptables pour le MRP. Le 17 juin 1965, tout est joué : ce ne sera pas Gaston Defferre. Pour rassembler socialistes et centristes, on pense alors au radical Maurice Faure, mais là encore le fossé est trop important entre la gauche et le centre, entre la SFIO et le MRP.

L'idée d'une candidature spécifique du centre s'impose alors, et Antoine Pinay, l'ancien président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République, apparaît comme le grand favori. Sa stature, son expérience, son « mythe » peuvent faire de lui un prétendant sérieux à la victoire à l'élection de 1965. Mais c'est en vain que Jean Lecanuet et ses amis le sollicitent car il rechigne à se présenter contre le général de Gaulle. Du coup, d'autres noms circulent, comme ceux de Paul Antier, ministre de l'Agriculture, de Gaston Monnerville, président du Sénat, figure du « cartel des non » de 1962, ou encore de Pierre Sudreau. Mais c'est Jean Lecanuet qui décide de se présenter, à la surprise de beaucoup d'observateurs et d'une bonne partie de l'opinion.

Bien qu'il soit président du MRP depuis 1963, il est très peu connu du grand public. Ce n'est pas un nouveau venu en politique, puisqu'il a été à maintes reprises directeur de cabinet de ministres MRP sous la IV<sup>e</sup> République, mais il apparaît véritablement comme un homme nouveau. Et c'est précisément parce que c'est un homme nouveau qu'il va être la surprise de cette élection.

Crédité au départ de 4,5 % des intentions de vote, il va faire une campagne d'une efficacité spectaculaire, celle d'un démocrate social européen qui se présente comme le candidat de la modernité et de la jeunesse, et qui apparaît à beaucoup de journalistes comme le « John Kennedy français ». Il est incontestable que la maîtrise de la communication dans cette première grande campagne présidentielle a été son atout maître et lui a permis d'obtenir plus de 15 % des suffrages au premier tour, un score qui apparaissait comme totalement inespéré au début de la campagne. Dans l'histoire des centres en France, la candidature de Jean Lecanuet marque un tournant majeur, une véritable renaissance. Non seulement parce qu'elle conduit à la création d'un nouveau parti, le Centre démocrate, mais aussi et surtout parce que,

pour la première fois, apparaît au centre un chef doté d'un véritable charisme politique, adapté aux institutions en place et à la nouvelle politique de communication.

À l'échelle de la V<sup>e</sup> République, c'est l'émergence d'un troisième homme qui vient perturber les codes de la bipolarisation, et l'on sait à quel point cet enjeu a pu avoir des résonances dans une histoire électorale récente.

Les faits nous ont montré que ce troisième homme peut être une hypothèse de travail. En tout cas, les historiens du centrisme s'y intéressent sérieusement.

**Yves PITETTE.** - *Maintenant, nous allons demander à Michèle Cotta, qui était journaliste au moment de cette campagne et qui a une grande expérience de toutes les campagnes électorales, notamment présidentielles, de nous donner son point de vue de femme de presse.*

**Michèle COTTA.** - Les journalistes font un métier d'historien et les historiens, un métier de journaliste. Nous permutons un peu.

Pour comprendre la démarche de Jean Lecanuet, il faut remonter à 1962, année de l'élection du président de la République au suffrage universel, avec une mobilisation des partis politiques traditionnels contre cette élection car ils pensaient que cela court-circuitait le rôle des partis.

Je cite 1962 car les grands leaders sont déjà présents, c'est-à-dire Guy Mollet, François Mitterrand, qui revient progressivement dans le jeu, Gaston Monnerville, Pierre Mendès France aussi, etc. Ils font tous campagne sur le « non ».

Quand arrive la date de 1965 et qu'il faut se présenter, il est très difficile de ne pas être pris à revers par tout ce que l'on a pu dire trois ans avant sur l'inanité de l'élection du président de la République au suffrage universel.

Sentant cela, *L'Express* – en réalité Jean-Jacques Servan-Schreiber – s'est demandé comment entrer dans le jeu, d'où la naissance de clubs politiques, comme le club Jean Moulin.

Dans ce club Jean Moulin ont adhéré des socialistes et des centristes. À mon avis, mais je peux me tromper, dans l'esprit de Jean-Jacques, ce club était l'ancêtre de la « grande fédération », c'est-à-dire une fédération qui, unissant le centre et le centre droit, la gauche de la droite et la droite de la gauche, créerait un mouvement hostile au général de Gaulle.

À ces travaux de la « grande fédération » se sont immédiatement agrégés, d'un côté, François Mitterrand et, de l'autre, Jean Lecanuet, avec, depuis le début, une espèce de regard complètement croisé.

François Mitterrand ne croyait pas à la réussite de la « grande fédération ». Il m'avait dit dans les premiers moments : « *De toute façon, le MRP sera contre et cela explosera.* » Jean Lecanuet ne croyait pas non plus à la réussite de la « grande fédération » car il pensait que Guy Mollet y mettrait un terme. Au fond, tout cela s'est passé ainsi.

Le matin de juin 1965 où la « grande fédération » a explosé, Jean Lecanuet d'un côté, François Mitterrand de l'autre, étaient des hommes libres. Ils avaient participé à cette « grande fédération » à laquelle ils ne croyaient pas pour ne pas être accusés de diviser, mais au fond, une fois qu'elle était morte, chacun était libre.

Je sais que François Mitterrand a pris sa décision tout de suite, c'est-à-dire vers la fin du mois de juillet. Je ne sais pas exactement à quel moment, intérieurement, Jean Lecanuet s'est dit qu'il allait être candidat. Je sais que, pour François Mitterrand, cela a été très rapide.

Donc arrivent ces deux candidats. *L'Express* était très motivé avant l'élimination de Gaston Defferre, mais avec la chute de la « grande fédération », Gaston Defferre étant sorti du jeu et, d'une certaine façon, Jean-Jacques Servan-Schreiber aussi, il y a eu un sentiment de désenchantement.

Nous avons passé une grande partie de l'été avec Georges Suffert, Olivier Chevrillon et Jean-Jacques Servan-Schreiber en Espagne. Ils étaient tous les trois très accablés par la sortie de Gaston Defferre. De fait, le sentiment de *L'Express* envers François Mitterrand et Jean Lecanuet est resté mitigé.

Jean-Jacques Servan-Schreiber ne croyait pas une seconde que François Mitterrand aurait le culot de se présenter en 1965. Pour mille et une raisons. Il m'en a d'ailleurs longtemps fait la démonstration.

Quant à Jean Lecanuet, il le connaissait mal. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'était pas centriste. Il avait trouvé ce personnage de « Monsieur X » et de Gaston Defferre, et il avait du mal à se faire à une autre candidature.

*L'Express* a donc été très circonspect à l'égard de tout le monde, moins à l'égard de Jean Lecanuet que des autres, mais *L'Express* est resté très en retrait de cette élection.

En revanche, pour les médias, ce qui a changé, ce sont les premières images de la télévision.

Je rappelle qu'avant 1962 il n'y avait pratiquement pas d'images de l'opposition quelle qu'elle soit. Même pour la campagne de Georges Pompidou en 1969, donc bien après, un volume ridicule sera consacré à l'opposition par rapport à ce dont il a lui-même bénéficié. Au fond, avant 1965, il n'existait pas de règlement de campagne présidentielle puisqu'elle n'avait jamais eu lieu. L'égalité des temps de parole, telle que voulue par la Constitution, a donné une exposition médiatique nouvelle à des gens comme Jean Lecanuet et François Mitterrand.

François Mitterrand maîtrisait mal à l'époque la télévision. Il avait un air très sombre et même un ton un peu déclamatoire. Il n'a pas du tout fait belle impression. Mais je me rappelle celle faite par Jean Lecanuet la première fois qu'il est apparu à l'antenne, alors qu'il était absolument inconnu du grand public. C'était comme si toute sa vie il avait fait de la télévision, comme s'il avait été acteur.

Je me souviens de l'électorat féminin : la ménagère de moins de 50 ans, comme l'on dit en termes de télévision, était très intéressée par Jean Lecanuet. Cela a été

sûrement un tournant unique dans la vie politique française où chacun a dû apprendre à faire campagne.

François Mitterrand était moins bon médiatiquement, mais, contrairement à Jean Lecanuet, il s'est maintenu en position d'être candidat pour les prochaines fois.

Je me suis longtemps demandé, mais ceux qui l'ont mieux connu peuvent peut-être le dire, s'il avait vraiment envie d'être élu. C'était un homme cultivé qui n'avait pas envie d'apparaître différemment de ce qu'il était dans la vie courante. Quand il voyait les journalistes, il était complètement différent de ce qu'il apparaissait à l'antenne et je pense que cela le gênait.

En tout cas, je me suis demandé s'il ne se suffisait pas d'avoir fait son job, à savoir : « *J'ai eu 16 % au premier tour, donc j'ai mis le général de Gaulle en ballottage.* » Ce qui énervait François Mitterrand qui disait : « *Ce n'est pas lui qui l'a mis en ballottage, mais moi !* »

À cette petite guerre-là, je pense qu'il avait gagné un de ses combats essentiels et qu'après il n'a pas eu la fermeté de contraindre ou de faire changer son parti pour en être le leader. Je pense que le leader de l'UDF, du Centre démocrate, n'était pas le candidat Jean Lecanuet.

Deux mots sur les journaux de province qui, en revanche, étaient dans leur grande majorité hostiles au général de Gaulle et à François Mitterrand.

Je sais bien qu'aucun candidat ne trouve que la presse ne le soutient jamais assez, mais la tonalité de la presse de province était plus proche de la candidature de Jean Lecanuet que de celle de François Mitterrand, et surtout de celle de De Gaulle, ce qui a été très important pour créer l'image de Jean Lecanuet.

**Yves PITETTE.** - *Si vous me permettez d'ajouter un détail qui paraîtra anecdotique, mais comme l'électorat catholique sera pas mal sollicité dans cette affaire, l'élection présidentielle de 1965 est le moment où le quotidien catholique français La Croix, que je connais bien, se trouve devant un électorat qui réclame de façon extrêmement partagée un engagement du journal pour les différents candidats.*

*Certains disent qu'un catholique ne peut que voter de Gaulle, d'autres – et je simplifie – qu'un catholique ne peut voter que pour la justice, donc pour François Mitterrand, et, enfin, d'autres que le candidat catholique est forcément Jean Lecanuet.*

*C'est à ce moment-là que La Croix va adopter la position que le journal a toujours tant bien que mal tenue depuis, c'est-à-dire de ne prendre aucun engagement en faveur d'aucun candidat et, en revanche, de faire le choix de présenter tous les éléments permettant à ses lecteurs de prendre leur propre décision.*

*Nous allons maintenant entrer dans le détail des candidatures principales et, à tout seigneur tout honneur si j'ose dire, nous allons commencer par Jacques Godfrain qui va nous parler de celle du général de Gaulle qui n'avait peut-être pas envisagé – c'est une interrogation – que l'élection présidentielle exigerait une campagne électorale.*

**Jacques GODFRAIN.** - Permettez-moi de vous remercier d'avoir invité le président de la fondation Charles de Gaulle, dépositaire de beaucoup d'archives et de documents à qualité historique sur la vie du Général. C'est à ce titre que je m'exprimerai, non sans avoir au préalable salué le ministre Bernard Bosson avec qui j'ai siégé sur les bancs de l'Assemblée – nous avons eu des dossiers communs sur les transports –, Pierre Bordry et Antoine Veil à qui je dois beaucoup. Je tenais à le lui dire publiquement. Il sait l'affection que j'ai pour lui.

Vous venez de le dire : l'attitude du général de Gaulle était assez paradoxale. Lui qui était le père de cette réforme de l'élection du président de la République au suffrage universel, réforme qu'il a proposée aux Français par référendum au lendemain de l'attentat du Petit-Clamart, le voilà qui, dit-on, hésite. Cette réforme, il la lègue aux Français et, sans doute, dans sa réflexion, il va imaginer que, pour l'imprimer très profondément dans les mœurs de la V<sup>e</sup> République, il y va par devoir.

Il y a cette première explication sur la longue attente de sa décision.

D'ailleurs, aujourd'hui, nous voyons bien à quel point cette réforme est entrée dans les mœurs parce qu'après huit élections présidentielles elle est acquise. Nous n'imaginons pas qu'il soit possible de revenir en arrière. Même Arnaud Montebourg, qui avait rêvé d'une VI<sup>e</sup> République et qui le disait il y a encore peu de mois, a mis en sourdine ses projets de révision sur ce point.

Il ne faut pas oublier non plus que, pour le référendum de 1962, toutes les formations politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite, étaient hostiles à cette élection au suffrage universel et que seuls les gaullistes, et à l'époque les giscardiens, votaient « oui ».

Il existe un certain paradoxe à voir l'artisan de cette réforme essentielle de la Constitution hésiter à se plier au jeu de la compétition électorale et même à s'en éloigner alors que les adversaires de cette réforme, au contraire, s'en rapprochaient et s'y convertissaient sans grande difficulté.

D'où venait cette hésitation ? Sans doute de son entourage familial et immédiat, l'idée étant de se retirer à Colombey-les-Deux-Églises pour y écrire ses Mémoires. Ce sont les traces d'archives que nous avons sur ce sujet. De plus, de Gaulle était hanté par cette pensée de Chateaubriand qu'il avait lui-même appliquée au maréchal Pétain, comme quoi la vieillesse était un naufrage. Il ne faut pas oublier cet aspect des choses.

Cet homme a 75 ans et sent bien que les forces l'abandonneront obligatoirement devant des candidats plus jeunes. En même temps, de Gaulle revenait dans cette grâce de l'histoire. Il sent la France. Il sent le baby-boom. Il sent une France qui bouge et qui change. Se sent-il adapté à cette France qui change ? Je l'ignore. En tout cas, cela a peut-être fait partie des raisons de sa longue réflexion.

Avec la réforme de 1962, il cherche la légitimité, et c'est tout le sens de son action dès 1944. C'est un terme très important. Mes professeurs de droit constitutionnel insistaient beaucoup sur la différence entre légitimité et légalité. Rejoindre les deux

concepts était pour lui une chose très importante.

Il se sentait légitime parce qu'il avait en quelque sorte suscité la Résistance, mais en même temps, c'est dans le suffrage universel qu'il trouverait sa légalité.

Lui-même ne se décide publiquement que très tard, à la fin du mois d'octobre, et pourtant son entourage lui propose un certain nombre d'actions de communication. Michel Bongrand transmet un projet par son ami Foccart, mais de Gaulle récuse les documents. Il ne veut pas entendre parler « d'une campagne à la Michel Bongrand », avec tout le respect et l'amitié que j'ai pour celui-ci, qui se tourne alors vers Jean Lecanuet. En revanche, en 1967, on retrouvera Michel Bongrand dans la campagne législative de la majorité.

Autour de lui se met néanmoins en place un dispositif, peut-être même à son insu, pour envisager le financement de la campagne. Pierre Lefranc en est chargé.

Le 4 novembre 1965, à l'occasion d'une conférence de presse, le général de Gaulle se déclare candidat et ne cite, pour justifier cette candidature, que le sens du devoir. Ce sont d'ailleurs Gaston Palewski et Michel Debré qui l'ont convaincu d'y aller, comme l'on dit.

S'agissait-il d'une vraie campagne comme on l'entend aujourd'hui ? Précisément non. Il n'y a pas eu avant le premier tour de véritable campagne et pourtant de Gaulle avait l'habitude des bains de foule, des visites d'usine ; il savait et il aimait. Dans ses voyages en province pendant son premier mandat, on le voit très souvent aller au-devant des foules et s'y noyer. Il a inventé le terme « bain de foule » et, curieusement, en cet automne 1965, il fait l'inverse de ce qu'il avait l'habitude de faire. Comme l'on dit, il n'y va pas.

Après deux courtes interventions télévisées qui ne comptent pas, il se demande si l'homme du 18 juin peut vraiment « *se mettre en pyjama devant les Français* ». À coup sûr, non.

Le résultat du premier tour : ballottage, ce qui a été une surprise et le convainc qu'il faut y aller, qu'il faut mettre les mains dans la pâte et sortir de cette affiche, de ce dessin charmant, mais avec peu de portée, celui de cette petite gamine qui lâche une main – on voit juste le bout de la manche avec deux étoiles laissant imaginer qu'il s'agit du général de Gaulle – avec le slogan suivant : « *J'ai sept ans, laissez-moi grandir.* »

Le général de Gaulle est très motivé et, alors qu'il n'avait pas du tout utilisé les moyens de télévision prévus pour les candidatures, le voilà qui s'engage fortement. À partir de là, il y a ces trois entretiens avec Michel Droit qui sont déterminants.

Les Français découvrent le Général. Ils le découvrent quand il ne peut s'empêcher de dire à propos de la question européenne : « *Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant "l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !", mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien.* » Un passage n'a pas été publié, parce que ce n'était pas du direct, mais devant une salle comme la vôtre, je vais le citer. On a gommé la phrase du Général parlant des démocrates chrétiens : « *Enfants de chœur*



*qui ont bu le vin des burettes » !*

Je voudrais conclure par deux points. Le premier concerne les électeurs de Jean Lecanuet.

Nous savons aujourd'hui qu'ils ont majoritairement voté de Gaulle au second tour, malgré les consignes du candidat centriste.

Massivement, si je regarde cette salle, au moins les deux tiers d'entre vous voteraient pour de Gaulle dimanche prochain !

En revanche, on sait aussi grâce à François Goguel que les électeurs d'extrême droite ont voté très massivement François Mitterrand. C'est clair, en 1965, François Mitterrand a bénéficié d'un fort report des voix de Jean-Louis Tixier-Vignancour.

Enfin, cette candidature de De Gaulle, sur laquelle il a profondément hésité – on comprend pourquoi –, a renforcé les institutions et en a assuré l'avenir.

La recherche de consentement du peuple prend nécessairement la forme électorale en temps de paix. Longtemps après, je crois que l'on peut dire que le Général a eu raison de se présenter, malgré le ballottage.

**Yves PITETTE.** - *Nous allons passer de l'autre bord, si j'ose dire, et demander à Gérard Le Gall de nous parler de la candidature de François Mitterrand et de la façon dont elle s'est mise en place.*

**Gérard LE GALL.** - J'ai plaisir à être parmi vous et à livrer de libres réflexions comme Yves Pozzo di Borgo m'y avait invité : « *Tu devrais venir parler de François Mitterrand.* » Je lui ai répondu « *volontiers* », bien que n'étant ni témoin ni acteur à l'époque. Mes connaissances relèvent de vagues souvenirs, de nombreuses lectures et de contacts ultérieurs. J'ai connu François Mitterrand, personnellement, en 1974 et j'ai milité auprès de lui ultérieurement. Ceci afin de me situer.

Je ne suis pas historien, un peu juriste. J'ai fait du droit et Sciences Po et un troisième cycle à la Fondation des sciences politiques, mais ceci ne me confère aucune légitimité particulière pour notre rendez-vous d'aujourd'hui. J'aborderai au préalable plusieurs dimensions par rapport à l'année 1965. Méthodologiquement tout d'abord, quand on pense à une présidentielle, ici la première d'une longue série, il faut éviter tout regard sur les suivantes qui permettrait d'interpréter la première ! Toutefois, il ne s'agit pas ici d'un colloque d'historiens, aussi toute transgression méthodologique paraît tout à fait admise. Aussi vais-je commencer par formuler quelques regards croisés entre 1965 et les décennies ultérieures.

En termes géopolitiques rappelons que, deux décennies après la fin de la Seconde Guerre mondiale et Yalta, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest demeure vive. On est loin du monde multipolaire d'aujourd'hui. À propos de la société française évoquons brièvement quelques éléments simples d'une époque marquée par les trente glorieuses. La question du chômage, comme celle de l'immigration, ne se posait pas. Lorsque la laïcité était convoquée, c'est en tout autres termes. L'échec de la « grande fédération »



se fera sur la laïcité, mais pas pleinement au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Pour autant, la société traditionnelle commençait à se craqueler. Trois ans après 1965, c'était 1968 ! Ce sont autant d'éléments qui vont, me semble-t-il, expliquer la mise en ballottage du général de Gaulle. Bien que s'appuyant sur une légitimité historique, il ne représentait plus, à bien des égards, la France moderne qu'il avait contribué à créer après 1958 à travers ce qu'on appela l'impératif industriel...

Je pense que le succès, certes relatif, de Jean Lecanuet s'explique aussi par les nouvelles demandes sociales qui vont traverser notre pays. Puisque sont présents aujourd'hui beaucoup de contemporains de la génération Jean Lecanuet et de témoins de son action politique peut-être pourront-ils répondre à une question que je me pose depuis longtemps sur l'inventeur du concept de « question de société » que je lui ai souvent attribué. L'autre point que je souhaite brièvement aborder, c'est le rôle de l'élection de 1965 comme facteur de modernisation de la vie politique française. Je viens d'en parler ; la question du chômage ne se posait pas, mais la compétition économique internationale se faisait jour. Néanmoins s'imposait le primat du débat autour des institutions et des libertés publiques. On va assister à un envahissement de la sphère institutionnelle. Tout se met à tourner autour des questions institutionnelles, de la nature et du fonctionnement de la V<sup>e</sup> République, du pouvoir personnel, de la confusion des pouvoirs, de l'accaparement de la souveraineté nationale, de la concentration des pouvoirs. Rétrospectivement, ce débat me fascine. D'ailleurs, ne fut-ce pas pour François Mitterrand un des temps forts de son intériorisation de la V<sup>e</sup> République et peut-être paradoxalement de son accoutumance à sa logique !

L'équation personnelle d'un candidat devient aussi un élément majeur de la vie politique. Certes, il y eut Georges Clemenceau, Léon Blum, Pierre Mendès France. Mais la logique de l'élection de président de la République au suffrage universel est sans commune mesure en termes de personnalisation... Ainsi, on se met à évoquer l'argument de l'âge. Jean Lecanuet a 45 ans, c'est un homme jeune. Il met sa famille en avant, ainsi que ses diplômes : premier à l'agrégation.

Ici, on a fait Sciences Po, là, l'Ena, etc. La rigueur morale est aussi sourdement évoquée dans la campagne. Elle n'est pas totalement dite, mais pèsent des présupposés : les passés militaires, la Résistance... Bref, la personne est pleinement convoquée, alors que lors des élections législatives ces notions-là sont moins fortement évoquées.

Le rapport aux partis change aussi. Les candidats doivent être autonomes du parti. On est le candidat de l'intérêt général pour diriger la France et non plus le candidat de son parti.

Une adaptation de la pensée politique s'impose. L'élection du président de la République au suffrage universel agit comme un réducteur d'idéologisation. On n'est plus entre amis ou camarades, on doit convaincre tout le monde, d'où un réductionnisme de la différenciation politique. C'est pour la France un tournant. Il

a débuté chez les Anglo-Saxons bien avant nous. François Mitterrand lui-même s'y plie. L'élection présidentielle au suffrage universel direct marque aussi la réduction des particularismes, la réduction de l'extrémisme.

Le thème de la crédibilité devient central. On ne peut pas tricher dans une élection présidentielle. Le candidat est face aux grands dossiers, et il doit exprimer des convictions personnelles. Le seuil de démagogie a ses limites dans toute campagne présidentielle. Du coup, la technocratisation monte en puissance ainsi que la professionnalisation. Ce sont les « sachants » qui vont prendre le pouvoir.

Le troisième point de mon intervention : 1965 par rapport à François Mitterrand.

Naturellement, ce fut son galop d'essai, au demeurant tardif : il a 49 ans. C'est un moment fondateur pour lui-même et pour l'avenir de la gauche. Il pose ses premières pierres en termes d'alliances. Les communistes le soutiennent.

Comme l'a dit excellemment Michèle Cotta tout à l'heure, il n'a pas soutenu Gaston Defferre, mais il a eu l'habileté, sans être convaincu par l'opération de la « grande fédération », de ne pas la critiquer, voire de faire semblant de la soutenir, anticipant son échec et arrivant le 9 septembre 1965 comme candidat après que tous ses concurrents se sont épuisés !

Il existe un paradoxe. La ruse de la raison a été énoncée tout à l'heure. On s'oppose au principe de l'élection à la présidentielle et on va en bénéficier... À l'instant même où en 1962 le « oui » l'emporte – j'ai relu Jean Lacouture –, François Mitterrand pense qu'il sera candidat.

Sa conversion était faite, la suite le montrera. Il peut dire un grand merci au général de Gaulle. On a toujours besoin d'un bon concurrent, d'un bon adversaire pour satisfaire la part de soi-même que l'on n'ose pas totalement assumer. La voie était ouverte ; c'est ce que j'ai appelé le moment fondateur ou le galop d'essai fondateur pour François Mitterrand.

Concernant l'IFOP, il a tout à l'heure été dit qu'il n'y avait qu'un institut en situation de monopole en 1965. En fait, il y en avait deux avec la SOFRES dont j'ai ici des études d'opinion intéressantes... Le marketing politique arrive vraiment en France en 1965. Jacques Godfrain a dit que le Général avait été influencé pour sa candidature par Michel Debré et par Gaston Palewski. Sans doute aussi par les 66 % d'intentions de vote au premier tour (IFOP), un mois avant l'élection !

On a aussi dit que le général de Gaulle adorait les foules. Convenez, Monsieur Godfrain, qu'il acceptait assez peu la contradiction publique. Or, l'exercice démocratique est par essence de cet ordre, argument contre argument. On peut dire qu'il était peu apte à l'exercice et que, de surcroît, il s'était peu préparé à une campagne présidentielle. D'où peut-être le ballottage.

Pour François Mitterrand, 1965 c'était sa propédeutique. Il avait fait « sa » IV<sup>e</sup> République. Il avait beaucoup appris, bien que beaucoup déçu de ne pas avoir été président du Conseil. 1965 a été pour lui un magnifique tremplin, mais il n'y a pas, dans l'Histoire, de linéarité : en 1969, il n'est pas candidat, en 1974, il échoue de

peu... Il lui fallut attendre 1981, c'est-à-dire seize ans, soit quatre de plus que la totalité de la IV<sup>e</sup> République, pour qu'il parvienne au pouvoir. C'est un cheminement lent qui correspond à une personnalité toute de persévérance.

On a dit qu'il souhaitait être le premier des Français dès le début des années 1940. Robert Schneider a écrit un livre sur les futurs grands candidats à la présidentielle. Je crois qu'effectivement ces choses-là « turbulent » très tôt dans une vie. Et nous attendons la fin du colloque pour savoir si Jean Lecanuet pensait, dès son plus jeune âge, qu'il serait un jour candidat pour devenir président.

**Yves PITETTE.** - *Merci pour ce tableau extrêmement vivant de la montée en puissance de François Mitterrand et de son arrivée au premier plan dans cette élection présidentielle. Il était déjà connu, mais là, d'une certaine façon, il « éclate » au grand jour.*

*Maintenant, nous allons nous tourner vers le centre et observer ce qui arrive au mouvement démocrate chrétien – même si je sais qu'il se défendait terriblement de cette appellation, mais disons qu'il a été baptisé ainsi contre son gré –, donc ce qu'il advient au MRP pendant toute cette chronologie préparatoire.*

*Je passe la parole à Jean-Pierre Prévost qui a vécu cette période ; il va nous en rendre compte avec précision.*

**Jean-Pierre PRÉVOST.** - Ayant été acteur et témoin, aujourd'hui apprenti historien et chroniqueur, je voudrais essayer de vous donner quelques éclairages sur ce qui s'est passé à ce moment-là.

Pour comprendre, il faut remonter à 1962 et à la défaite du « cartel des non ». Les partis politiques traditionnels sont tous assommés, mais ils ne sont pas enterrés. Dans la période s'étendant de 1962 à 1965, ils se réveillent, d'abord en se transformant et, pour un certain nombre de personnalités, en se réveillant.

François Mitterrand est le premier à s'être réveillé. Il dira plus tard : « *Dès 1962, je savais que je serai candidat.* »

Il est important de voir comment un cheminement peut être lent avant d'arriver au résultat, d'autant que François Mitterrand sortait d'une période très difficile. J'avais personnellement vécu la levée de son immunité parlementaire par le Sénat après l'affaire de l'Observatoire.

En tant que parti cette fois, c'est le MRP qui se réveille. Dès le 13 décembre 1962, *Forces Nouvelles*, dont j'étais rédacteur en chef, écrit : « *Défi lancé aux démocrates : il leur faut créer au plus vite une force neuve, majoritaire pour ne pas laisser s'installer dans le pays les dangereux tête-à-tête des gaullistes et des communistes.* »

C'est le point de départ et ce sera le postulat de toute cette époque-là, côté centriste.

En revanche, le Parti socialiste s'enkyste. Guy Mollet, qui reste à sa tête, veut préserver son parti car il sait qu'on aborde une longue période électorale avec des cantonales, des municipales et des sénatoriales. Surprise, tous les partis maintiennent

leurs positions malgré l'échec de 1962 et les gaullistes ne réussissent pas à s'enraciner dans des élections qui ne sont pas nationales.

Je vous rappelle qu'en 1962 le parti communiste obtenait 22 % des voix aux élections législatives, le Parti socialiste 12 %, le MRP 9 %, les radicaux 8 % et la droite traditionnelle 11 %, le reste étant les gaullistes.

François Mitterrand est le premier à comprendre la situation. Il a cette intuition relativement géniale – et j'en parlais avec lui à cette époque – que le parti communiste est un mort-vivant, une réserve de voix qu'il fallait piller. Il a d'ailleurs eu une fois une parole imprudente lors du congrès de l'International socialiste à Vienne où il a dit, paraphrasant Lénine : « *Il faut piller la volaille communiste.* »

Il se demande encore comment procéder pour parvenir à ses fins, mais, dès 1962, il a prévu d'être candidat. Sa faiblesse, c'est d'être un homme seul, mais il possède néanmoins un certain nombre de réseaux qu'il met en marche.

Il est aidé en cela par Jean-Jacques Servan-Schreiber qui ne peut plus compter sur Pierre Mendès France. Ce dernier a pratiquement disparu de la scène politique. Il a été battu aux élections de 1962 alors que François Mitterrand est, lui, l'un des rares à avoir retrouvé son siège de député.

Charles Hernu qui avait un club, le club des Jacobins, va voir Jean-Jacques Servan-Schreiber et lui dit : « *À qui dois-je me rattacher maintenant ?* » Jean-Jacques Servan-Schreiber lui répond : « *Va voir François Mitterrand.* »

C'est à cette époque que Charles Hernu devient le lieutenant de François Mitterrand et va beaucoup l'aider. François Mitterrand a l'art de se créer des fidélités et des amitiés. Il s'ancre. Il s'étend. Je suis moi-même invité dans cet ensemble-là en rendant loyalement compte aux dirigeants du MRP. Mais étant de l'aile gauche du parti, ma position intéressait François Mitterrand.

François Mitterrand va progressivement créer son réseau et organiser plusieurs événements aujourd'hui oubliés, mais à l'époque remarquables. Par exemple, qui se souvient du banquet des Mille qu'il a organisé à Saint-Honoré-les-Bains en 1963 ? Il reprenait la tradition de 1848 des banquets républicains. Cela va être le point de départ de son cheminement.

Il s'interroge sur le phénomène des clubs. Il en existe beaucoup, certains d'origine catholique comme Citoyens 60, des clubs régionaux, des clubs locaux, etc. Les clubs donnent une nouvelle dynamique à la politique française.

Là, François Mitterrand se fait « doubler » parce que, majoritairement, ces clubs ne sont pas proches de lui. Il n'était pas encore un homme très fréquentable au regard de ce qui s'était passé auparavant. Un jour, ces clubs se réunissent tous à Vichy, lui coupant l'herbe sous le pied. Il réagit immédiatement en organisant une convention des institutions républicaines où sont invités trente ou quarante autres clubs, pour la plupart de second ordre, en accord avec lui sur de nombreux points.

Je représentais *France Forum* à cette convention qui avait lieu au palais d'Orsay. François Mitterrand commence à y poser ses jalons de manière plus précise dans la

perspective de sa candidature. Et patatras, Jean-Jacques Servan-Schreiber, avec le soutien du club Jean Moulin, monte l'opération « Monsieur X », le 8 mars 1962, avec en première page de *L'Express* Gaston Defferre.

Très vite, l'opération prend de l'ampleur. Le Parti socialiste soutient Defferre sans vraiment l'approuver. L'opération a, en effet, le mérite d'occuper le terrain politique car Guy Mollet, à l'époque, ne voulait pas tellement de François Mitterrand.

Malgré tout, François Mitterrand poursuit son travail obstinément. Il sait que l'opération Gaston Defferre ne peut pas réussir surtout du fait de la question très importante de la laïcité.

Jean Lecanuet m'a confié plus tard : « *J'ai compris que l'opération allait échouer quand j'ai reçu des représentants du Grand Orient de France qui m'ont dit : nous sommes d'accord avec vous sur tout, sauf sur un point, on ne peut pas mettre dans le même parti les laïques et les catholiques.* » Ce problème n'existe-t-il pas encore dans la politique française ?

François Mitterrand, très loyalement, va jouer la carte de Gaston Defferre. Il va l'assister, l'appuyer constamment. La rupture ne vient pas de lui. Si Gaston Defferre avait réussi, François Mitterrand l'aurait soutenu parce qu'il savait que lui-même était faible. Il n'avait que son petit réseau, ses quelques contacts. Il savait aussi qu'il n'était pas aimé de la classe politique.

S'agissant du MRP, la ligne est très claire dès 1962 : il doit disparaître.

En 1963, le congrès annuel se tient à La Baule. On demande à l'historien René Rémond de présenter un rapport qui s'intitule : « Pour un parti à vocation majoritaire », ou comment réunir tous ceux qui ne sont pas capables d'aller avec les communistes et tous ceux qui ne veulent pas du gaullisme, soit au total 30 à 40 % de l'électorat. C'est donc jouable.

C'est à ce moment-là que la marche vers ce nouveau parti commence à s'effectuer, précédée par la création du Comité des démocrates, animé par Théo Braun et Joseph Fontanet. Sur les dix-sept personnes qui en étaient membres, il y avait quatre socialistes dont André Chandernagor. Ils vont très vite se retirer sur ordre de Guy Mollet, mais au départ ils sont bien de l'opération. Ce travail va se poursuivre pour arriver au résultat d'un parti unique.

Quand l'opération Gaston Defferre est lancée, la logique est acceptable pour le MRP – disparaître devant une force plus grande –, mais le montage est fait pour que cela ne puisse pas réussir. J'en ai expliqué les raisons : la laïcité, le fait que les socialistes voulaient que cela s'appelle une formation socialiste, nom qui n'était pas acceptable pour le MRP, et surtout – point nodal de l'opération – lorsqu'au cours de la dernière négociation Albert Gazier déclare : « *Vous ne pouvez pas nous empêcher de nous allier avec les communistes* » et que Gaston Defferre, qui avait jusqu'alors déclaré : « *C'est d'accord, pas les communistes* », se dédit : « *Je ne peux pas être en désaccord avec Albert Gazier.* » C'est la rupture finale.

Pourtant, les communistes sont hors jeu, et ils le sont tellement que François

Mitterrand lui-même me dit : « *Je suis en train de faire sauter les verrous.* » Il réussit en tout cas à convaincre Guy Mollet que personne d'autre que lui, François Mitterrand, ne pouvait réussir, maintenant que Gaston Defferre avait échoué.

Quels étaient ces verrous ? D'abord, le verrou radical. Maurice Faure était assez bien placé pour être candidat et Jean-Jacques Servan-Schreiber a d'ailleurs tenté une dernière opération en en faisant le candidat des « 1 000 maires » – un peu comme avec Alain Poher plus tard –, donc le candidat des corps intermédiaires. Or, Maurice Faure n'était pas tellement convaincu ; il savait qu'il ne pouvait pas compter sur beaucoup de monde en dehors des maires.

Il y avait aussi le verrou communiste. Michèle Cotta a dit qu'elle avait longtemps cherché à savoir qui avait servi d'intermédiaire entre les communistes et François Mitterrand. Il s'agissait de Jules Borker, un avocat communiste.

Un jour, François Mitterrand (dans son salon où il y avait une banquette avec une peau de léopard que lui avait offerte Mobutu) m'a confié : « *Les communistes sont d'accord, mais il y a une condition.* » La condition était que François Mitterrand rencontre Waldeck Rochet au carrefour Châteaudun et lui serre la main.

Mais il s'est passé la chose suivante : François Mitterrand a prétexté qu'il était appelé en urgence à Bruxelles. En fait, il était caché au fond de sa chambre et c'est Roland Dumas qui s'est déplacé et qui a serré la main de Waldeck Rochet...

Les communistes étaient acculés. François Mitterrand avait bien compris que le parti communiste était en situation de faiblesse et qu'il n'y avait plus qu'à « plumer la volaille communiste ».

François Mitterrand pose alors sa candidature et fait une conférence de presse, le 21 septembre, où il déclare : « *Maintenant que tous ceux qui veulent me rejoindre me rejoignent.* »

Et le MRP ? Après l'échec de la « grande fédération », on savait qu'il y aurait un candidat car il ne pouvait pas ne pas y en avoir. Tout le monde était d'accord sur ce point. De toute évidence, c'était Jean Lecanuet.

Jean Lecanuet avait réussi. Il avait sauvé sa carrière politique à une voix près seulement en devenant sénateur de Seine-Maritime après avoir été battu en 1958 aux législatives. Il commençait à bien s'implanter à Rouen. Il était devenu en 1965 premier adjoint. Le maire était malade, il savait qu'il allait lui succéder prochainement. Il ne voulait pas compromettre sa carrière rouennaise pour une candidature aléatoire qu'il savait perdue d'avance. Donc il hésitait beaucoup.

Il a essayé d'éviter pendant longtemps d'être candidat en essayant de convaincre Antoine Pinay, puis Maurice Faure. Je crois que, sans l'obstination de Joseph Fontanet, il n'aurait peut-être pas été candidat. Ce qui est extraordinaire – et Hélène Fontanet, ici, présente, pourra aussi vous le dire –, c'est qu'après sa déclaration de candidature il s'est lancé dans la bataille à corps perdu d'une manière remarquable.

Pour terminer, je voudrais juste indiquer un fait important mais peu connu. À la fin de l'année 1965, les centristes réussissent très bien les sénatoriales et forment un

intergroupe centriste qui constitue les deux tiers du Sénat. Il faut, à cet instant, élire le président puisque Gaston Monnerville se retirait.

Jean Lecanuet n'a pas voulu se présenter alors qu'il aurait été élu au premier tour, contrairement à ce qu'il avait fait en 1962 où il était en concurrence avec André Colin qui, lui, s'est de nouveau présenté, mais son défaut majeur était d'être un des anciens dirigeants de l'Association catholique de la jeunesse française. Or, ce n'était pas acceptable pour une partie du Sénat qui était centriste et laïque.

**Yves PITETTE.** - *Notre prochain intervenant doit nous parler de la candidature de Jean Lecanuet !*

**Michel RIVET-PATUREL.** - Je fais partie de ceux dans cette salle qui n'ont été ni acteurs ni même témoins de cette époque. Je n'ai abordé le cas Lecanuet que dans mes travaux universitaires puisque j'ai fait de son itinéraire politique le sujet d'une thèse de doctorat.

Mon prédécesseur ayant légèrement défloré mon sujet, je vais essayer de le recentrer. D'autant que je ne suis pas tout à fait d'accord avec une ou deux de ses analyses.

Je vais donc revenir en arrière pour faire la liaison entre le moment où « la grande fédération », au début de l'été 1965, est mort-née, du moins où elle avorte, et l'automne où Jean Lecanuet va se présenter.

C'est une espèce de « couloir de la mort » que traversent alors les modérés. Ils se retrouvent totalement le bec dans l'eau au début de l'été, et c'est là où je diverge quelque peu dans mon analyse et mon approche.

Car certains au sein des modérés du comité démocrate ne sont pas forcément favorables à une candidature. C'est le cas de Jean Lecanuet qui pense que les modérés vont vers un échec. Il développe alors la théorie suivante : « *Il vaut mieux être absent qu'être battu et avoir un score déplorable, médiocre, qui risque d'entacher la suite.* »

Ceci étant, il va, par discipline et respect de ses amis, se rallier à la majorité qui est favorable à une candidature centriste, et va participer lui aussi à la recherche d'un candidat. Il se trouve donc au cœur du dispositif puisqu'il est président du MRP depuis 1963.

Un mot sur le MRP que l'on a peu évoqué jusqu'ici comme parti. Vingt ans après sa création, en cette année 1965, le MRP n'est plus du tout dans sa situation de l'après-guerre, cette belle période où il faisait 24, 25, 26 % aux élections. En octobre/novembre 1962, lors des dernières législatives avant la présidentielle, il ne rallie que 8,9 % des voix et se retrouve avec un groupe de 38 députés seulement. Le mouvement a fort rétréci, mais il n'en constitue pas moins le socle dur du comité des démocrates et c'est autour de lui que se fédèrent tous les modérés.

Revenons-en à la quête du candidat démocrate chrétien. Effectivement, comme il



a été dit précédemment, le nom de Antoine Pinay va d'abord s'imposer. Son nom circulait depuis plusieurs mois. De nombreux panneaux – publicité de l'époque – étaient réservés dans toute la France. De l'argent – des sommes importantes – avait été récolté.

Une délégation se rend à Saint-Chamond chez Antoine Pinay ; elle comprend notamment Jean Lecanuet, Joseph Fontanet, Pierre Baudis et lui dit : « *Il faut que vous y alliez.* » L'ancien président du Conseil n'est vraiment pas chaud. Dès le 5 septembre, il avait donné une interview au *Dauphiné Libéré*, déclarant : « *Je ne veux pas y aller, cela ne m'intéresse pas. La seule circonstance qui pourrait justifier ma candidature serait une circonstance exceptionnelle.* » Or, en 1965, la guerre d'Algérie est finie, les circonstances exceptionnelles ne sont pas d'actualité. Le 24 septembre 1965, il renonce et déclare : « *Je ne suis pas candidat.* »

À ce moment-là, une autre personnalité devient la seconde évidence pour les démocrates et les modérés : Pierre Pflimlin, l'avant-dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République, le maire de Strasbourg. C'est pratiquement le seul qui a une aura suffisante à l'époque chez les modérés. On lui demande d'y aller.

Antoine Pinay était persuadé que de Gaulle serait candidat et ne voulait pas se retrouver face à lui. Pierre Pflimlin va renoncer quasiment pour les mêmes raisons. Il ne veut pas s'opposer au général de Gaulle même si, ensuite, il votera blanc au second tour.

On est alors fin septembre/début octobre et une course complètement folle débute puisque trente-six noms vont circuler, aussi éphémères les uns que les autres. On a évoqué Louis Armand, le PDG de la SNCF, Maurice Faure... et quelques autres.

Pierre Sudreau est le seul qui aurait peut-être pu éventuellement « sortir du chapeau ». Son profil est très proche de celui de Jean Lecanuet : il a le même âge, 46 ans – Jean Lecanuet avait 45 ans –, c'est un grand résistant, il a été un grand ministre de la Reconstruction. Pierre Sudreau hésite et, finalement, renonce lui aussi.

Le temps continue de courir : il reste moins de deux mois avant le premier tour de l'élection présidentielle prévue le 5 décembre. Les modérés n'ont toujours pas de candidat. Que se passe-t-il à ce moment-là ? On se retourne, classiquement comme dans tout parti quand on est dans une impasse, vers celui qui est le patron – Jean Lecanuet – et on lui dit : « *C'est à toi d'y aller.* »

Jean Lecanuet, nous l'avons vu, était très réticent pour une candidature modérée. Il l'est encore plus lorsqu'il est question d'y aller lui-même. Il y a des scènes mémorables où on le pousse, où on lui dit : « *Il faut que tu y ailles.* » Il hésite et, finalement, il va se résoudre à concourir.

Certains journalistes et personnalités, dont Antoine Pinay, à l'époque et dans les années qui ont suivi, ont laissé entendre qu'il avait un peu joué la comédie et fait le cabotin pour dire : « *J'y vais/je n'y vais pas* » pour être finalement le candidat.

Il est très difficile de sonder « les reins et les cœurs », surtout *a posteriori*. Je n'ai



pas connu Jean Lecanuet, mais certains éléments semblent montrer que son hésitation n'était pas feinte. D'abord, la suite de sa carrière : en 1969 et en 1974, il aurait pu essayer de jouer sa carte. Il ne l'a pas fait.

On peut penser qu'il n'était pas obsédé par l'élection présidentielle. Il ne courait ni après un destin ni après une carrière. J'ai la faiblesse de penser qu'il était trop hédoniste pour être de ceux qui sacrifient tout à leur carrière politique.

De plus, comme l'a rappelé Michèle Cotta, il était totalement inconnu avant 1965. Pour faire le pari de se dire « *la "grande fédération" va échouer, Antoine Pinay ne va pas y aller, personne n'ira et je serai finalement désigné* », il fallait avoir de l'audace et être à la limite médium. Je citerai deux éléments objectifs pour défendre cette thèse de la sincérité.

Fin septembre/début octobre, une réunion du bureau politique du MRP est très animée. On cherche, on court après un candidat.

Joseph Fontanet, secrétaire général du parti, pousse Jean Lecanuet et lui dit : « *Il faut que tu y ailles.* » Jean Lecanuet, un peu agacé, lui répond sèchement : « *Je ne pense pas que l'on puisse faire un score, mais si tu es persuadé du contraire, vas-y toi-même.* » S'il avait été vraiment tenté d'y aller, on peut supposer qu'il n'aurait pas eu cette réponse.

Le second élément totalement objectif est une lettre en date du 22 septembre 1965. Elle est dans les archives privées de André Colin, qui était un grand ami de Jean Lecanuet. Ce 22 septembre, deux jours avant que Antoine Pinay ne renonce à être candidat, Jean Lecanuet envoie une lettre à André Colin où il lui fait part de sa volonté de ne pas être candidat, se doutant que son nom risquait de circuler (en fait circulait déjà vaguement ici ou là). Il écrit : « *Je n'ai pas du tout envie d'y aller.* » Il s'étend assez longuement là-dessus, termine sa lettre en disant : « *Je ne serai pas candidat* » et conclut même par cette phrase définitive : « *L'idée d'être candidat me fait horreur.* » Ces derniers mots sont soulignés deux ou trois fois.

Il est à peu près acquis que Jean Lecanuet n'a pas souhaité être candidat. Pour paraphraser le titre du *Monde* au lendemain de sa déclaration de candidature, il a été le candidat piégé par ses propres amis. Il a été pris au piège de sa propre candidature.

**Yves PITETTE.** - *Je dois remercier tous les intervenants dont la discipline nous permet de disposer maintenant de quelques minutes pour répondre à des questions.*

**Pierre BORDRY.** - Je voudrais juste rectifier un propos de Jean-Pierre Prévost sur l'élection à la présidence du Sénat du 2 octobre 1965.

Il est vrai, comme il a été dit par Jean-Pierre lui-même et d'autres intervenants, qu'il y avait au Sénat un intergroupe centriste de plus de 160 membres, donc une structure qui disposait de la majorité absolue du Sénat et qui regroupait le groupe socialiste, la gauche démocratique, une partie des indépendants et les élus MRP.

Grâce à cette majorité, il est apparu que la présidence du Sénat pouvait revenir à

un centriste du groupe des Républicains populaires.

Beaucoup de sénateurs étaient favorables à la candidature de Jean Lecanuet comme président du Sénat.

Cette candidature présentait un certain nombre d'avantages. C'était peut-être pour Jean Lecanuet plus intéressant que d'être candidat à la présidence de la République et, pour un certain nombre d'autres, il était plus intéressant de le voir à ce poste que comme candidat à la présidence de la République.

Le groupe des Républicains populaires centristes du Sénat devait choisir. Il me semble que c'est dans cet esprit que Jean Lecanuet a écrit la lettre qui a été citée tout à l'heure où il exprimait : « *Je ne suis pas volontiers candidat à l'élection à la présidence de la République.* » Cela lui permettait d'être candidat à la présidence du Sénat.

Le groupe MRP du Sénat s'est réuni sous la présidence de André Colin, le 2 octobre 1965, juste avant l'élection du président du Sénat, pour débattre de la conduite à tenir au premier tour de l'élection.

Le groupe centriste a eu du mal à prendre une décision. Il a finalement choisi de ne pas prendre part au vote en expliquant par la voix de son président : « *Nous ne pouvons pas faire échouer Gaston Monnerville au premier tour et nous ne pouvons pas non plus engager dès maintenant des conversations au profit de l'un ou l'autre d'entre nous. Nous prendrons position au second tour.* »

Pour être élu président au Sénat, il faut obtenir au premier tour la majorité absolue des suffrages exprimés, en n'exprimant pas son vote le groupe a facilité la réélection du président Monnerville.

La manœuvre a échoué car Gaston Monnerville a été réélu à une voix de majorité au premier tour. Sept membres du groupe des Républicains populaires étaient favorables à une candidature Jean Lecanuet, mais, mécontents de la position du groupe, ils ont voté Gaston Monnerville.

Une échéance a été manquée.

**Gérard LE GALL.** - Dans cette hypothèse, Jean Lecanuet, président du Sénat, eût été président de la République par intérim en 1969, et donc en place pour être éventuellement candidat à l'élection présidentielle face à Georges Pompidou !

Nul ne connaît l'avenir. En tout cas, le système politique eût été totalement différent.

**Pierre BORDRY.** - Il aura fallu trois tours pour l'élection à la présidence du Sénat de 1968 ; à aucun moment la candidature de Jean Lecanuet n'a été présentée.

**Gérard LE GALL.** - Je raisonnais au cas où il l'aurait été en 1965.

**Pierre BORDRY.** - Sa candidature n'a pas été retenue par les sénateurs pour le troisième tour de 1968 parce qu'il avait été candidat contre le général de Gaulle, et

le Sénat ne voulait pas entrer en conflit avec ce dernier avant la campagne du référendum proposant la réforme de la Haute Assemblée.

Les sénateurs centristes ont choisi au troisième tour Alain Poher. Aux sénateurs qui affirmaient : « *C'est Alain Poher qu'il nous faut pour être président du Sénat parce qu'il va renouer le dialogue avec le général de Gaulle* », Jean Lecanuet a répondu : « *Alain Poher devra assurer l'intérim et devra être candidat à l'élection présidentielle, parce que de Gaulle perdra le référendum et démissionnera.* »

Ni le Sénat ni personne n'y a cru. Nul n'imaginait que le candidat à la présidence du Sénat le serait aussi à l'élection pour la présidence de la République.

Le 27 avril 1969, lorsque les résultats du référendum et le départ du général de Gaulle ont été connus, Alain Poher a proposé à Jean Lecanuet d'être candidat à l'élection présidentielle, ce qu'il a alors refusé.

**Pierre FAUCHON.** - Je souhaite faire une réflexion à la suite des propos de notre excellent et savant ami, Hugues Portelli, pour lui dire que je ne souscris pas entièrement à ce qu'il dit de l'élection présidentielle qui, selon lui, est une élection bipolarisante. Je crois qu'il s'agit plutôt de deux élections successives et qu'elles soient bipolarisantes n'est pas si évident.

La première « élection » est pluraliste. Chacun compte ses voix, mobilise ses troupes. Il y a un bref moment d'existence pour les diverses familles du pays qui n'existent guère le reste du temps. C'est ce à quoi nous assistons actuellement : la gauche, les mouvements radicaux qui se regroupent autour de Jean-Luc Mélenchon et trouvent une certaine dynamique, une certaine audience, etc.

En réalité, la première élection est à la proportionnelle. Elle permet ensuite de dire : « *Je réalise 20 %, ce n'est pas rien* » ou : « *Je fais 30 %. Ce n'est pas forcément la majorité mais cela compte* ». Cela marque, cela reste et cela peut se répercuter sur la législative qui suivra et aboutir à des constitutions de majorités politiques qui ne seront pas forcément compactes mais plutôt composites.

La seconde « élection » n'est pas fatalement bipolarisante puisque nous avons connu un moment où le choix s'effectuait entre deux candidats de la droite ou des modérés. On a aussi eu une candidature du Front national au second tour en 2002. Ce n'est donc pas forcément la droite contre la gauche.

**Robert PARENTY.** - Un jour, je venais apporter au Sénat des documents à Jean Lecanuet. Dans le couloir de son bureau, je lui ai dit : « *J'espère que tu vas quand même décrocher la présidence du Sénat. Après toutes les batailles que nous avons menées, ce sera en plus le meilleur moyen que tu auras de devenir président de la République.* »

À ce moment-là, son visage a changé. Il m'a pris la main et m'a dit : « *Tais-toi, tais-toi ! Mais tu ne comprends donc pas que c'est à cause de cela qu'ils ne me la donneront jamais, leur présidence du Sénat !* »

**François de SESMAISONS.** - J'étais un collaborateur assez proche de Jean Lecanuet quand il était président de l'UDF. J'en étais le délégué général.

Jean Lecanuet est très difficile à comprendre pour les politologues car nous ne voyons plus que des députés dont la seule idée est de devenir ministre et, lorsqu'ils le sont et ont une toute petite capacité, de devenir président de la République, même s'ils n'en ont pas la stature.

Je crois que Jean Lecanuet – quelqu'un a parlé d'hédoniste, ce qui, pour moi qui suis de formation grecque, est un compliment et un beau terme – ne voulait pas « bousiller » sa vie, mais en faire quelque chose qui l'intéressait... et cela l'intéressait d'être maire de Rouen, cela l'intéressait d'être président de la commission des affaires étrangères du Sénat, cela l'intéressait de constituer, en 1977, un centre qui existe et qui demeure.

Je lui ai personnellement rendu hommage en lui disant : « *Monsieur Lecanuet, c'est grâce à vous que, sous la V<sup>e</sup> République, des centres existent car, si vous ne vous étiez pas présenté pour montrer que le centre représentait un cinquième de l'électorat, personne n'aurait osé plus tard tenter sa chance... Pourquoi M. Giscard d'Estaing a-t-il été élu à 32 % ? C'est parce que vous avez fait comprendre à l'opinion qu'une voie existait entre les deux extrêmes.* »

Jean Lecanuet n'a pas fait, en 1965, une campagne de sénateur, une campagne pour faire plaisir à tout le monde. Il avait des convictions. Il avait une personnalité au-dessus de l'arrivisme. Je crois pouvoir en témoigner par les contacts et les conversations que nous avons eus ensemble pendant plus de deux ans, à Strasbourg en particulier où, comme il n'y avait pas les portables, il était possible de discuter le soir !

**Antoine VEIL.** - Au-delà de la personnalité du général de Gaulle, on mesurait mal à l'époque à quel point notre institution allait épouser les profils mégalo-maniaques.

Le seul des présidents de la République que nous avons eus ayant échappé à ce tropisme mégalo-maniaque est Georges Pompidou qui, manifestement, était aussi bien fait pour la poésie que pour la peinture moderne ou pour la science financière.

C'est quelquefois utile quand l'Europe est en crise ou quand la monnaie unique est en danger, mais je ne crois pas que ce soit une bonne chose que les démocraties soient gérées ainsi.

On peut trier les épiluchures et regarder pourquoi, mais Jean Lecanuet ne voulait pas y aller à cette élection car il n'en avait pas envie. Il n'était pas fou. Cette institution, elle est faite pour des fous !

**Henri CATHERIN.** - Lors d'une réunion qui avait lieu à Rouen, Valéry Giscard d'Estaing a posé la question : « *Mais vous, Monsieur Lecanuet, qui avez autant de*

*talent, pourquoi n'êtes-vous pas allé à la magistrature suprême ? » Il a répondu :  
« Parce que je n'avais pas l'âme d'un tueur. » ●*

# « Un homme neuf, une France en marche »

## – Seconde table ronde –

**Yves PITETTE.** - *Quand on songe que, deux mois avant l'élection, le candidat n'était pas désigné, on imagine le défi qu'a pu représenter cette campagne. C'est tout l'intérêt des exposés qui vont nous être présentés à présent.*

*Nous avons, avec Bernard Bosson, à peu près le même âge, puisque j'avais également 17 ans en 1965. Le premier meeting auquel j'ai assisté était justement la réunion de campagne de Jean Lecanuet dans ma bonne ville de Caen ; j'y suis allé avec mon père. Il y avait déjà, comme va nous le raconter Pierre Fauchon, une grande ambiance et j'en ai gardé un petit souvenir sentimental qui ne vaut pas grand-chose, mais qui va vous amuser : c'est ce porte-clés en plastique avec le sourire de Jean Lecanuet, où est inscrit au dos : « Je vote Jean Lecanuet. »*

*Nous allons entrer dans la campagne électorale avec quatre intervenants : Pierre Fauchon, témoin animateur de cette campagne. Il est le mieux placé pour nous en parler.*

*Pierre Bordry abordera, lui, les thèmes porteurs de la campagne de Jean Lecanuet.*

*Thierry Vedel évoquera les nouveaux outils de communication, les sondages et la télévision qui furent les grandes nouveautés de cette élection présidentielle. Ils ne l'ont pas bouleversée puisqu'il s'agissait de la première élection de cet ordre, mais disons qu'elle est née dans un nouveau contexte médiatique.*

*Sylvie Guillaume analysera les résultats et la façon dont s'est déroulé le second tour.*

**Pierre FAUCHON.** - Il me revient de parler comme témoin de l'organisation de la campagne de Jean Lecanuet. Je n'aborderai que l'aspect « campagne » au sens classique du terme, c'est-à-dire les réunions et pas l'aspect « télévision » traité par une équipe à part ou même les autres aspects politiques sur lesquels quelqu'un comme Pierre Bordry est plus informé que je ne le suis.

Je me suis essentiellement occupé de ce que l'on appelle la campagne, qui a été un élément tout à fait nouveau et marquant.

La décision de la candidature de Jean Lecanuet a été prise très tard, vers la mi-octobre, et l'élection devait se dérouler le 5 décembre. Pour nous, il n'y avait donc que quelques semaines de campagne en réalité.

Jean Lecanuet n'y tenait pas spécialement à cette candidature. Ce n'était pas quelqu'un piétinant dans le couloir depuis des semaines ou des mois en attendant que les uns et les autres se découragent pour que ce soit son tour.

En réalité, c'est Joseph Fontanet, avec une partie de ce qui restait de l'équipe des dirigeants du MRP, Pierre Pflimlin étant hostile, qui a, on peut le dire, obligé Jean Lecanuet à se lancer dans cette affaire.

Pour ma part, je n'étais pas un militant du MRP ni un militant politique du tout. J'étais le fils d'un parlementaire, mon père ayant été député de la Manche. Après la guerre, j'avais été son assistant pendant quelques années. Mais j'étais très réservé sur la politique et je n'avais pas envie d'en faire.

Or, ce sont des événements assez malheureux qui m'ont rendu vulnérable à cet appel de la politique. J'étais en Autriche quand j'ai appris le décès de Robert Schuman. J'ai écouté toute la journée les commentaires de la radio allemande, où cet événement avait une dimension majeure. En France, il est au contraire passé inaperçu. Alors, je me suis dit : « *Ta génération a le devoir de construire l'Europe, tu ne peux pas te soustraire.* »

Je suis revenu à Paris, et je me suis engagé dans le parti politique qui me semblait être le plus européen. Je suis allé frapper à la porte du MRP, j'ai été reçu par son président, Jean Lecanuet, ici, au Sénat. Il m'a dit : « *On ferme ! On liquide et on cherche une voie nouvelle.* »

Cette voie, nous l'avons cherchée à travers un comité d'études et de liaison des démocrates, animé essentiellement par Joseph Fontanet et Théo Braun, qui se réunissait place des Victoires à Paris – beau nom de programme. Des hommes comme Jacques de Bourbon-Busset ou Jean François-Poncet y préparaient l'avenir dans une conception renouvelée du centrisme, tendant la main aux libéraux de droite et aux éléments radicaux qui n'étaient pas tenus par les traditionnelles alliances avec le parti communiste.

J'étais là et j'avais beaucoup réfléchi aux aspects techniques car je m'intéresse aux problèmes d'organisation en général. Je l'étais également par cette perspective d'une campagne électorale et j'étais allé en Allemagne et aux États-Unis en observer.

En Allemagne, même s'il s'agit de partis qui présentent des candidats, on sait que le chef du parti qui gagnera deviendra chancelier. Cela ressemble donc à une élection présidentielle. Je me suis également rendu aux États-Unis pour voir comment se passait une élection présidentielle.

Les aspects techniques, tout en étant un amateur, m'intéressaient beaucoup et cela se savait dans le milieu. De toute façon, les professionnels ne voulaient pas s'en occuper.

Jean Lecanuet a démarré tout seul. Il était pratiquement inconnu, sauf dans sa

famille du MRP. La plupart des parlementaires n'avaient aucune envie de se lancer dans cette affaire. Il y avait donc cette petite phalange autour de Théo Braun, de Joseph Fontanet et de quelques autres comme Maurice Faure, des indépendants aussi comme Bertrand Motte, mais c'était très réduit en nombre.

Quand Théo Braun m'a demandé si je voulais m'occuper de cette campagne, j'ai répondu : « *D'accord, à condition de prendre les décisions tout seul, avec vous et Joseph Fontanet, car s'il faut réunir un comité pour chaque décision alors que nous ne disposons que de cinq semaines, ce n'est pas possible.* » On m'a beaucoup reproché de ne pas avoir eu assez de liaisons avec les politiques du MRP, mais nous n'avions pas le choix. Il fallait faire vite.

La stratégie s'est conçue avec Michel Drancourt, journaliste à *Réalités*, spécialisé dans les questions de presse, et avec François Garcia (qui coule des jours heureux sur les bords de la Méditerranée), chez qui nous nous sommes réunis.

Certains disaient qu'il fallait faire les départements un par un avec des réunions de type traditionnel. Nous pensions, nous, qu'il fallait une conception globale de la campagne en visant très haut en termes d'objectifs.

J'étais convaincu que nous réussirions à créer l'événement à partir de l'exemple de ce que j'avais vu à l'étranger et aussi parce que j'avais assisté à un meeting pour l'anniversaire de la fédération parisienne du MRP, où Jean Lecanuet prenait la parole et où il avait été vraiment très bon. Je ne connaissais pas Jean Lecanuet, et je me suis dit : « *Ce type-là va créer l'événement* » car sa capacité de capter l'attention du public était bouleversante, le tout avec un niveau d'intelligence unique.

Nous étions déjà, et nous sommes de plus en plus, dans un art politique qui consiste à additionner des slogans et à frapper plutôt au niveau de la ceinture qu'au niveau du cerveau. Pour Jean Lecanuet, cela se situait au niveau du cerveau avec des raisonnements, des analyses. C'était argumenté.

De ce point de vue, il s'adressait bien à ce public centriste et démocrate chrétien qui aime qu'on le fasse réfléchir, qui est amateur d'une vraie réflexion et qui se décide à applaudir lorsqu'à l'issue de cette réflexion il est convaincu. Ceci était extrêmement gratifiant.

Avec nous, il avait décidé d'être comme un soldat. Nous lui disions : « *Nous allons faire cela. Nous serons ici, nous serons là.* » Il répondait : « *Bon, très bien.* »

Il râlait, comme tous les grands artistes juste avant d'entrer en scène, et nous disait : « *J'en ai assez. Qu'avez-vous encore inventé ?* » Et il avait ce sourire merveilleux qui était le sien. C'était magnétique !

Je n'évoquerai que trois temps forts de cette campagne.

Nous avons décidé de faire une première réunion à Boulogne. Boulogne s'est un peu embourgeoisée, mais à l'époque, la ville était encore considérée comme une cité ouvrière. Nous voulions affirmer la dimension sociale de cette campagne, une dimension européenne et une dimension démocratique, et nous voulions des villes qui symbolisaient bien ces angles de campagne.



Mais le premier temps fort, extraordinaire – et je suis content de le dire devant notre ami Bernard Bosson – s’est déroulé à Annecy. Au démarrage, il n’y avait personne pour nous accueillir : aucun député n’avait envie de recevoir Jean Lecanuet. J’ai demandé : « *Chez qui peut-on aller ?* »

Nous avons donc fait une réunion chez le seul qui voulait bien nous recevoir : Charles Bosson<sup>1</sup>.

Je l’ai rencontré alors qu’il sortait d’un débat assez dur contre Maurice Schumann. Il avait défendu à la tribune de l’Assemblée l’idée européenne contre Maurice Schumann qui la brouillait avec le gaullisme. Vous voyez ce que cela peut donner ! Bosson m’a dit : « *Oui, je le reçois à Annecy.* » En plus, c’est une ville à laquelle je suis très attaché car c’est également celle de Jean-Jacques Rousseau, de saint François de Sales, des penseurs chez qui je trouve les racines profondes du courant spirituel et intellectuel... mais ceci est un autre colloque bien entendu !

Donc, nous avons fait cette première réunion. Ce n’était pas un très grand meeting, mais c’était quand même une belle réunion de lancement.

Pour la deuxième réunion, nous avons monté une opération en Alsace car cette région était le symbole de la politique européenne.

C’est le seul cas où nous avons fait une journée entière dans la même région en partant de Mulhouse et en allant ensuite de chef-lieu de canton en chef-lieu de canton avec l’espoir de rassembler les gens, de faire une espèce de cortège jusqu’à un finale glorieux, à Strasbourg. Cela a pas mal marché.

Quand je suis allé en Alsace quelques jours avant pour préparer le terrain, choisir la salle, etc., comme je le faisais pour toutes les réunions importantes, Pierre Pflimlin n’a pas voulu se déranger. Il le raconte dans ses Mémoires, je peux donc en parler, et Dieu sait si je respecte Pierre Pflimlin à beaucoup d’égards. Son talent était extraordinaire, mais il a dit : « *Il est inutile que je me dérange car je suis contre cette candidature.* »

Il a dit au secrétaire du MRP de Strasbourg : « *C’est vous qui verrez ce type qui vient de Paris, que je ne connais pas, et que personne ne connaît.* » (Il ne connaissait que le Fauchon place de la Madeleine ! Ce n’est pas pareil, malheureusement pour moi.)

Ce secrétaire du MRP m’a dit : « *Vous prendrez la salle habituelle, située sur la place de je ne sais où. Il y a deux ou trois cents places. Vous arriverez peut-être à la remplir.* »

Je lui ai répondu : « *Vous n’y êtes pas. Il nous faut la plus grande salle de Strasbourg parce que nous aurons drainé les gens qui viendront ensuite s’agglutiner autour de Lecanuet.* »

La plus grande salle est le Wacken, aux environs de Strasbourg. Elle servait à l’époque à des spectacles de patinage sur glace. Il fallait la louer, c’était très cher,

---

1. Alors député-maire d’Annecy. Père de Bernard Bosson. (NDLR)

mettre un plancher sur la glace, négocier avec les organisateurs du spectacle, etc. Je m'entends encore téléphoner au bureau de Théo Braun pour lui dire qu'il fallait réserver la salle du Wacken même si cela coûtait cher, que Pierre Pflimlin y était opposé, mais que c'était un pari qu'il fallait prendre. Je l'entends encore me répondre avec son sang-froid : « *Allez, on y va, Fauchon ! On prend le Wacken.* » Pierre Pflimlin m'a dit : « *Je ne viendrai pas.* » Je lui ai répondu : « *Je viendrai vous prendre à votre porte et j'attendrai que vous vous décidiez à venir.* » C'est ce que j'ai fait et il s'est décidé à venir.

Quand il est arrivé dans le Wacken qui était plein à craquer – il y avait peut-être 4 000 ou 5 000 personnes –, Pierre Pflimlin a reconnu que c'était extraordinaire et il a fait un discours absolument unique, plein d'enthousiasme ! Il le raconte aussi dans ses Mémoires.

Le troisième temps est le plus dramatique de l'affaire. Je vais conclure par une citation de notre amie Michèle Cotta, et ce sera donc à décompter de son temps de parole et pas du mien !

Nous voulions réaliser un coup très fort. Nous pensions que nous devions en être capables. Parti de 2 %, Jean Lecanuet commençait à dépasser les 10, 12, 13 % et nous étions remplis d'espoir.

Nous avons décidé de prendre le palais des Sports (à Paris) qui n'avait jamais accueilli de meeting de cette importance jusqu'alors. Cela paraissait être un pari invraisemblable et en lui-même très coûteux. Nous avons annoncé notre réunion. À ce moment-là, l'équipe de De Gaulle commençait à se réveiller...

Les gaullistes disaient : « *Jean Lecanuet, on ne le connaît pas.* » De Gaulle n'a commencé à se réveiller qu'au second tour. Au premier tour, cela lui paraissait acquis ou même un peu humiliant d'avoir à se prêter à une campagne électorale. Cela dit, on peut le comprendre au vu de tout le passé que l'on connaît.

J'ai participé à la Résistance entre 1940 et 1944. J'ai participé à des comités d'action contre l'OAS au moment de la guerre d'Algérie. La question européenne me motivait personnellement, mais elle nous motivait tous.

Je reviens au meeting du palais des Sports. L'équipe de De Gaulle a cru avoir une idée de génie en déclarant que le général de Gaulle s'adresserait aux Français – puisqu'il maîtrisait la télévision comme il voulait – à la même heure, le même soir. De sorte que les gens restant devant leur télévision, il n'y aurait personne ou très peu de monde, sinon quelques inconditionnels, et que nous n'aurions pas la réunion de masse dont nous avons besoin.

Je dois dire que je me pique d'avoir eu la vanité de dire : « *Puisque c'est cela, je propose* – et j'assume la solitude qui a été la mienne pendant quelques jours à ce sujet – *de projeter sur un grand écran le discours du général de Gaulle et Jean Lecanuet lui répondra ensuite, en direct et à chaud.* »

Cela a donné lieu à un débat interne et François Garcia m'a dit, la veille au soir : « *Ce soir, tu creuses le tombeau de Jean Lecanuet. Ce sera un raté monumental !* »

J'ai répondu : « *On verra bien.* »

Connaissant le talent de Jean Lecanuet, j'étais convaincu qu'au contraire ce serait une attraction formidable que d'avoir coup sur coup le discours du général de Gaulle, qui sortait d'ailleurs de son silence pour s'adresser au pays mais qui était quelquefois – et même souvent – redoutable et dont le talent était immense, puis Jean Lecanuet.

C'était un risque, mais nous pouvions le courir avec un homme comme Jean Lecanuet.

Nous avons donc décidé d'installer un écran pour projeter l'émission et nous l'avons annoncé.

Cela a donné lieu à des menaces car il restait encore des groupes d'action du SAC. On m'a dit : « *Jean Lecanuet sera liquidé... Vous verrez ce qui se passera le long de la route...* »

Du coup, nous avons quadrillé la salle. Nous avons des hôtes charmantes et pimpantes, habillées en vert naturellement, mais au bout de chaque rang, nous avons mis un militant sûr pour voir qui était là et qui éventuellement se préparait à saboter notre réunion. Il n'y a eu, en fait, aucune tentative. Mais nous avons eu quelques raisons de le craindre.

Le brave homme qui finançait notre campagne a dit : « *Fauchon, votre affaire est une folie. La bonne solution est d'enregistrer de Gaulle. Nous le présenterons par séquences et Jean Lecanuet répondra séquence après séquence.* »

J'ai dit : « *Cela aura l'air d'être une tricherie. Si nous prenons le pari, il faut le faire totalement sinon les gens diront : "Il triche. Il découpe le général de Gaulle en petits morceaux, donc il casse les effets."* Nous ne pouvons pas procéder ainsi. » Cela a provoqué une crise. Dieu merci, des gens comme Théo Braun et François Garcia me soutenaient de manière épatante. Il y avait une vraie confiance.

Pour autant, j'avais peur pour Jean Lecanuet d'avoir créé une situation risquée. Je suis allé le chercher chez lui à Boulogne ; j'étais armé, tellement j'étais inquiet de ce qui pouvait lui arriver : une attaque, des violences, le blocage de sa voiture, etc.

Le climat était extraordinairement tendu et nous avons peur que le général de Gaulle fasse des annonces imprévues pendant son intervention. En prévision, nous avons réuni un comité d'intellectuels de haut niveau : il y avait Jean François-Poncet, Jacques Rigaud, Michel Albert, Robert Toulemon et quelques autres. Ils écouteront l'émission du général de Gaulle et éventuellement prépareront immédiatement des répliques.

L'ambiance était étrange parce qu'au palais des Sports il y avait les animaux du cirque de Moscou juste à côté de nous. Il y avait l'écran et derrière, les lions, les fauves et le comité en question. Phénoménal ! Et cela sentait naturellement l'odeur que l'on peut trouver dans un cirque. Ambiance absolument extraordinaire !

Je vais conclure en vous lisant – parce que je fais confiance à ce témoin, c'est-à-dire à Michèle Cotta – un très beau récit de ce meeting. Elle décrit, dans un numéro

du *Crapouillot* consacré à l'époque à cette campagne, ce qui s'est passé :

« *Soudain, tout s'éteint et l'immense portrait de Jean Lecanuet, qui se trouve situé derrière la tribune, se lève majestueusement. Derrière lui se révèle un écran deux tiers plus petit.* »

Nous en avons mis un plus petit pour de Gaulle !

« *Un projecteur bleu éclaire le portrait du candidat au moment où le général de Gaulle apparaît sur l'écran.* »

Vous imaginez quand même, c'est du grand théâtre !

« *Il est tout petit. L'effet produit par les paroles du général dans cette salle qui lui est hostile est extraordinaire. Soudain, il paraît vieux et boursofflé. Ses affirmations tombent à plat. Le courant ne passe pas. Pendant plusieurs minutes, Charles de Gaulle est écouté dans un silence de mort, le temps pour chacun de s'assurer en lui-même que le phénomène de fascination ne joue plus. Soudain, sur les gradins, quelqu'un se met à rire, puis quelqu'un d'autre, puis des travées entières. Du jamais vu... De Gaulle, pour ces 7 000 personnes qui ont probablement voté pour lui à 90 % en mai 58, est un dieu mort lorsque la lumière se rallume. Le procédé est formidable. Lecanuet a gagné son meeting alors qu'il n'était pas encore entré dans la salle. Soudain, tout s'éteint à nouveau. Un projecteur blanc traverse toute la salle et se pose sur une minuscule porte en bas et à droite de la tribune. Moment de silence. La porte s'ouvre. Jean Lecanuet entre. Ce n'est plus un homme, c'est une mécanique. Comme pour n'importe quelle vedette de cinéma ou de chanson, la salle hurle. Il monte à la tribune, les deux mains au-dessus de sa tête comme un boxeur. Ensuite, il peut dire n'importe quoi. De toute manière, il est acclamé.* »

Voilà quand et comment le mythe et la légende de Jean Lecanuet sont nés. Et s'il fallait recommencer, nous recommencerions, bien entendu !

**Yves PITETTE.** - *Pour parler des thèmes de la campagne qu'il paraît peut-être difficile à rendre aussi animés, nous allons écouter Pierre Bordry.*

**Pierre BORDRY.** - Je voudrais confirmer ce que vient de dire Pierre Fauchon car j'ai vécu cette période de très près aussi. Lecanuet était totalement isolé au début de la campagne. Les élus n'imaginaient pas que l'on puisse remplir de grandes salles pour les réunions publiques. Pierre Fauchon a été visionnaire dans l'organisation de la campagne électorale.

Je confirme tout ce qu'il a dit en insistant sur la grande qualité des réunions publiques qu'il a organisées.

J'ai le souvenir très précis d'une réunion prévue à Rennes, où le député-maire, Henri Fréville, soutenant pourtant Jean Lecanuet, avait dit : « *Nous ferons la réunion dans une salle de cinéma de 350 places bien que ce soit beaucoup trop grand, je pense, mais tant pis, prenons le risque.* »

Pierre Fauchon est arrivé et a déclaré : « *Il n'en est pas question. Il faut une grande*

*salle.* » Il a alors choisi, contre l'avis de tout le monde et notamment celui du maire, la salle du marché des Lices qui pouvait contenir, elle, quelques milliers de personnes.

Le soir même, j'avais été chargé par Jean Lecanuet de rassurer Henri Fréville qui était très inquiet et qui ne cessait de dire que personne ne viendrait à cette réunion. Comme Pierre Pflimlin, il a en fait découvert dans la salle des milliers de gens. C'était un énorme succès.

Je pense que sans Pierre Fauchon, Jean Lecanuet aurait été confronté à des problèmes de *surbooking* et à de sérieuses difficultés.

Pour ma part, je suis entré au MRP en 1963, recruté par Joseph Fontanet dont je salue l'épouse, ici présente. Je n'ai que des souvenirs exceptionnels de la qualité des relations de travail que j'ai eues avec lui.

Je pense même que le centrisme aurait été plus novateur encore si, au second tour de l'élection présidentielle de 1965, on l'avait un peu plus écouté.

Il faut replacer Jean Lecanuet dans l'histoire du Mouvement républicain populaire dont il était le président, et du rôle très important qu'a joué Joseph Fontanet à partir du congrès de La Baule qui a lancé l'idée d'un parti à vocation majoritaire.

Ce projet a rendu possible, en 1965, le succès des alliances socialistes, MRP, Indépendants, Radicaux aux élections municipales de mars, dans la plupart des grandes villes.

Roger Frey, le ministre de l'Intérieur, avait fait adopter une nouvelle loi au printemps 1964 pour modifier la loi électorale. Il prévoyait des listes bloquées dans les villes de plus de 30 000 habitants, déclarant : « *Nous sommes dans un pays bipolaire avec des forces politiques qui devront s'allier soit aux communistes, soit aux gaullistes.* »

Le MRP avait riposté en décidant de renvoyer cette loi comme un boomerang à la face des gaullistes et de gagner les élections municipales.

Ils ont prôné ces alliances, que la presse a appelées « centristes », dans toutes les grandes villes de France et dans à peu près 70 % des villes de plus de 30 000 habitants, et ces listes ont gagné. Cela a représenté un courant politique considérable qui a marqué ensuite le Sénat dans son renouvellement pendant probablement au moins vingt ans, sinon plus.

Jean Lecanuet et Joseph Fontanet n'étaient plus seuls ; ils étaient dans un courant centriste très large qui rejetait les communistes et les gaullistes de chaque côté de l'échiquier politique. C'est dans ce contexte que le MRP, lors de son congrès de Vichy, en mai 1965, a décidé de se lancer dans la « grande fédération » avec Gaston Defferre, dans le prolongement des élections municipales qui avaient été l'occasion de la naissance d'un courant social-démocrate largement soutenu.

Une seule personne à la tribune du congrès avait relevé que c'était prendre des risques que de s'engager derrière Gaston Defferre, c'était le président de l'Union européenne des démocrates-chrétiens, de passage à Vichy, l'Italien Mariano Rumor.

Il avait déclaré : « *Faites attention car, si la “grande fédération” échoue à cause des communistes, vous vous retrouverez seuls lors de l’élection présidentielle.* » Il n’a pas été entendu.

Le MRP soutenait Gaston Defferre, et la SFIO, lors de son congrès du 6 juin 1965, décidait de jouer le jeu en affichant son accord pour la création d’une formation puissante et dynamique des démocrates de progrès qui pourrait contribuer à l’évolution du parti communiste.

Ce congrès socialiste reprocha, dans une motion adoptée à l’unanimité, au parti communiste et à ses dirigeants de soutenir le général de Gaulle pour des raisons de politique étrangère.

On s’orientait donc vers la possibilité d’une charte commune de « grande fédération » aboutissant à une candidature unique à l’élection présidentielle et, pourquoi pas, à une fusion des formations politiques associées lors des élections municipales. C’était d’une grande clarté.

Vous connaissez la suite. Ceux qui étaient partisans de l’union avec le parti communiste ont peu après cassé la « grande fédération ».

Le 19 juillet 1965, un conseil national de la SFIO, et non plus un congrès, déclara que la SFIO prenait acte de l’accord intervenu avec le MRP sur certains points : les institutions, l’information, la planification démocratique, les problèmes du logement, l’Europe.

Mais la SFIO, dans la motion du conseil national et à l’inverse de son congrès, déclara qu’elle ne pouvait pas s’entendre avec le MRP parce que ce dernier avait refusé d’inscrire dans la charte la référence au socialisme, la laïcité de l’enseignement et de considérer le gaullisme comme le danger principal en excluant des accords électoraux de deuxième tour avec le parti communiste.

C’est donc au mois de juillet 1965 un revirement très important du conseil national de la SFIO. Le conseil national n’a pas suivi les orientations du congrès, ce qui fut une déception pour toutes les personnes qui s’étaient lancées dans cette aventure avec Gaston Defferre.

Cela a conduit ensuite à ce que Jean Lecanuet, candidat isolé, retienne un certain nombre de thèmes de campagne de la « grande fédération » – une réflexion et des propositions sur les institutions et sur la croissance économique, des développements sur l’Europe et la politique étrangère, soit exactement les points sur lesquels il y avait eu un accord.

Jean Lecanuet n’était pas un professeur de droit constitutionnel. Il ne s’engageait pas trop longtemps dans les débats constitutionnels, mais il affirmait un certain nombre d’éléments particulièrement forts.

Au cours des sept premières années de la V<sup>e</sup> République, comme l’avait d’ailleurs rappelé Jacques Fauvet dans un article du *Monde*, il n’y avait pas une constitution de la V<sup>e</sup> République, mais en quelque sorte trois constitutions :

- la première, en 1958, est un régime parlementaire rationalisé avec, comme

volonté, d'assurer la stabilité du gouvernement ;

- la deuxième, en 1960, un premier pas vers la présidentialisation : le Parlement, avec l'accord de la gauche, vote des pouvoirs spéciaux au président au moment des barricades d'Alger ;

- et en 1962 intervient l'élection du président au suffrage direct.

Dès le début de la campagne de 1965, on revient sur cette question institutionnelle majeure lors d'un débat entre Pierre Mendès France et Michel Debré.

Vous imaginez sans peine qu'ils étaient très opposés. Pierre Mendès France voulait un contrat de majorité au Parlement qui soit un peu plus que ce qui avait été prévu par l'article 20 de la Constitution et Michel Debré, au contraire, voulait le renforcement du rôle du président de la République et de ses pouvoirs.

À cette époque, un certain nombre de personnes prennent position pour le maintien de la V<sup>e</sup> République dans sa situation de 1958, comme, par exemple, Paul Reynaud qui rappelle, dans une longue interview, que le Premier ministre et le gouvernement dirigent et orientent la politique de la nation et qu'il est hors de question de changer cette situation.

C'est un débat complexe. Le doyen Vedel, très respecté de tous, propose, ce qui ne sera jamais suivi par personne, le régime présidentiel. Mais personne ne voulait du régime présidentiel que l'on disait « à l'américaine ».

Jean Lecanuet prend donc position dans la campagne présidentielle sur les institutions. Il propose une stabilité durable, condition de l'efficacité. Mais celle-ci ne peut pas reposer sur un seul homme, et il critique le pouvoir personnel que s'est arrogé le général de Gaulle au-delà même des modifications apportées dans la Constitution.

Il veut le maintien des institutions de la V<sup>e</sup> République. Il rappelle que le mouvement populaire souhaite un grand parti à vocation majoritaire qui assure la stabilité au Parlement et, enfin, il veut un mouvement clairement social, démocrate et européen. Il le dit très clairement pour cadrer les lignes de frontière de cette formation politique.

Il émet aussi un souhait de réconciliation important. Il demande l'amnistie totale pour tout ce qui concerne les événements d'Algérie.

Jean Lecanuet reprend tous les thèmes classiques du Mouvement républicain populaire qui, avant 1958, s'intéressait beaucoup à la question de la stabilité du gouvernement, sans pouvoir personnel mais avec une majorité stable. D'où l'idée d'un parti majoritaire.

Je pense que les ministres MRP, quand ils ont quitté le gouvernement en 1962, s'étaient aperçus, notamment, qu'ils ne pouvaient pas suffisamment dialoguer avec le général de Gaulle, entre autres sur la question européenne.

Si Jean Lecanuet était là aujourd'hui, je crois qu'il verrait comme d'autres que les pouvoirs du président n'ont fait que s'accroître et que les contre-pouvoirs n'existent pas beaucoup.



Sur les questions économiques et sociales, il s'appuyait entièrement sur Joseph Fontanet, mais s'y intéressait beaucoup sachant l'importance de ces sujets dans la campagne.

Il s'est notamment attaqué à Valéry Giscard d'Estaing, jugeant qu'il bloquait la croissance et les salaires. « *Valéry Giscard d'Estaing a une voiture qui chauffe, qui ralentit. Cela s'appelle le plan de stabilisation et rien ne marche plus : les salaires n'augmentent plus, la croissance ne marche plus, c'est une politique qu'il ne faut pas suivre* », disait-il.

Ce qui est très nouveau, c'est qu'il voulait, non seulement la croissance de la production, des salaires et des logements – le logement était une question importante –, mais aussi qu'une place particulière soit faite aux femmes dans la vie économique du pays. Il voulait que leurs horaires de travail soient respectés, que leurs salaires soient convenables. Il a été l'un des premiers dans la campagne présidentielle à parler du travail des femmes et de la nécessité de respecter les femmes comme les hommes dans le travail.

Mais sa préférence allait toutefois à la politique étrangère et aux sujets européens en particulier, ce qui était très nouveau. Il avait un talent exceptionnel et une très grande connaissance de la situation politique internationale.

Pour lui, les nouvelles institutions, le parti majoritaire qu'on allait mettre en place, ne pouvaient exister que dans le cadre d'une Europe unie devant parler d'une seule voix à l'échelle supranationale et internationale.

Il a toujours été attaché à la construction d'une Europe unie et d'une défense européenne dans l'Alliance atlantique.

À cet égard, deux événements s'étaient produits au démarrage de la V<sup>e</sup> République. Premièrement, la France avait quitté l'organisation militaire de l'Alliance atlantique et, deuxièmement, le 30 juin 1965, la France avait pratiqué la politique de la chaise vide à Bruxelles en s'opposant à un début modeste de supranationalité proposée par la Commission européenne. Il s'agissait de lancer une PAC pour laquelle les différents États devraient verser des cotisations à Bruxelles, la Commission répartissant des subventions au sein des différents pays.

Le général de Gaulle n'avait pas accepté que la Commission européenne, faut-il préciser qu'il s'agissait de personnes non élues, répartisse elle-même les fonds qu'elle prélevait sur les différents États.

La crise a été majeure. La France a quitté les instances européennes le 30 juin 1965, juste avant l'élection présidentielle. Jean Lecanuet a trouvé cette position absurde et a fait campagne pour dire qu'il fallait retourner à Bruxelles.

Cette réaction a d'ailleurs dû troubler le général de Gaulle puisque, dans son discours du mois de septembre 1965 à la télévision, il a dû expliquer les raisons pour lesquelles il avait quitté la table de Bruxelles le 30 juin. C'était la première fois qu'il devait se justifier fortement sur une question européenne pendant la campagne électorale.



À un journaliste qui l'interroge et lui demande s'il est candidat aux présidentielles, le Général répond : « *Vous le verrez bien en temps voulu* » et il s'engage alors sur le sujet de la politique européenne en expliquant que les malheureux contribuables français ne peuvent pas donner leur argent à des technocrates européens qui vont le répartir n'importe comment.

L'autre question internationale essentielle est la relation avec les États-Unis et l'Alliance atlantique. Jean Lecanuet connaissait peu les États-Unis et les Américains et ne s'exprimait pas en anglais.

En ce qui concerne l'Alliance atlantique, il soutenait une position anticommuniste, il soutenait Radio Free Europe.

Quand il a reçu Robert Kennedy à Paris, en 1967, après l'élection présidentielle, l'entretien a rapidement tourné court. Robert Kennedy lui a demandé : « *Qu'allez-vous faire avec aussi peu de voix au premier tour pour compter dans la vie politique à l'avenir ?* », Jean Lecanuet a très mal pris cette remarque !

On a dit que Jean Lecanuet avait fait cette campagne « à l'américaine », avec Michel Bongrand. Mais ce n'était pas le cas, les photos de la campagne électorale étaient réalisées par un journaliste de *Paris Match*, et les porte-clés ainsi que les foulards fabriqués par un ami de Jean Lecanuet. Il y avait surtout beaucoup d'improvisation.

L'idée qu'il faisait une campagne à l'américaine est surtout venue du contexte politique ; par exemple, dans la motion de son conseil national, le Parti socialiste, dès le mois de juillet 1965, donc avant même que la campagne électorale n'ait commencé, s'est opposé à un accord avec le MRP au motif qu'il avait pour ambition de construire un parti majoritaire comme les démocrates américains.

C'est la première fois, en juillet 1965, que l'on reproche aux centristes de vouloir créer un parti américain et lancer une campagne à l'américaine.

Plus tard, pendant la campagne électorale, il a été décidé de publier une petite brochure rouge présentant Jean Lecanuet. Dans cette publication figurait une magnifique photo de Jean Lecanuet avec sa famille – dont Françoise ici présente. Un petit groupe s'est réuni autour de Henri Bourbon, rédacteur en chef de *France Forum*, pour en rédiger la légende. Celle qui a été retenue a provoqué sans que personne y ait vraiment réfléchi diverses réactions. La formule : « *Jean Lecanuet, le Kennedy français* » voulait simplement souligner qu'il se montrait avec sa famille comme le faisait la famille Kennedy. Il n'y avait aucune autre arrière-pensée... ce n'est certainement pas Henri Bourbon qui aurait eu une position pro-américaine ! Mais le lendemain, le général de Gaulle s'est fâché. Il a inspiré un éditorial à François Mauriac dans *Le Figaro littéraire* intitulé : « Jean Lecanuet, ce Kennedillon... », et Jean Lecanuet est devenu « le candidat américain. »

En politique étrangère et défense, la question éminente était celle de la défense nationale. La France construisait sa force de frappe nucléaire, ce qui était très important pour le général de Gaulle. Ses adversaires critiquaient cette force de frappe,

les uns parce qu'ils étaient pacifistes, les autres parce qu'elle était trop onéreuse.

Jean Lecanuet a proposé de mettre cette force de frappe à la disposition de l'Europe. On lui a opposé que l'Allemagne ne pouvait pas avoir accès à la force atomique à cause des traités. Il a répondu que, dans le cadre de la construction d'une union politique européenne, c'est cette dernière, et non l'Allemagne, qui aurait accès à cette force de frappe pour rétablir la paix dans le monde et que c'était bien la paix dans le monde qui était essentielle.

Pour conclure, un dernier mot sur le second tour de l'élection présidentielle car il a été peu évoqué. Quelles consignes de vote Jean Lecanuet devait-il donner pour le second tour ?

J'ai participé à la réunion décisive. Je m'en souviens très bien, j'étais à côté de Joseph Fontanet. Il y avait aussi Pierre Abelin, Bertrand Motte, Jacques Duhamel, Maurice Faure, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Denis Beaudouin... Il s'agissait de rédiger le communiqué de consigne de vote pour le second tour.

En premier lieu, Joseph Fontanet a expliqué qu'il valait mieux se rapprocher du général de Gaulle parce que le corps électoral était plus proche de lui que de l'opposition et qu'il était impossible de soutenir François Mitterrand parce que les socialistes voulaient s'unir avec le parti communiste. Si l'on ajoute la question de l'école, soutenir le candidat socialiste était une chose impossible.

Jean Lecanuet n'était pas content de ce rappel et Joseph Fontanet a quitté la salle assez rapidement, je l'ai d'ailleurs suivi.

Les autres sont restés. Certains avaient eu des contacts avec l'entourage de François Mitterrand pour pousser Lecanuet à prendre position en faveur du candidat de la gauche.

Finalement, Pierre Mendès France aurait trouvé la solution, comme l'a confirmé *Le Monde* à l'époque sans être jamais démenti.

L'idée était que Jean Lecanuet donne la consigne de voter pour l'Europe, ainsi on pourrait voter pour la gauche ou pour la droite, mais surtout pour la gauche. Il ne devait surtout pas parler d'abstention ou lancer un appel pour le général de Gaulle.

Ce communiqué a donc été rédigé sur la base d'éléments de langage que Pierre Mendès France avait construits, transmis par le biais de personnes de l'entourage de Jean Lecanuet qui avaient multiplié les contacts avec François Mitterrand, et que curieusement on a retrouvés plus tard pour certains dans un gouvernement Pompidou.

Ce moment a été extrêmement dur.

Je continue de penser que, si Joseph Fontanet avait été suivi, le centrisme aurait pris une autre place dans le pays et n'aurait pas laissé à Valéry Giscard d'Estaing l'occasion d'en être le leader.

Je pense aussi que la bipolarisation n'aurait pas été ce qu'elle a été par la suite si Jean Lecanuet avait adopté une position modérée à l'égard du général de Gaulle, un « oui mais », comme a fait Valéry Giscard d'Estaing par la suite.

**Yves PITETTE.** - *L'avant-dernier point de notre après-midi concerne les techniques de la campagne de 1965 : l'irruption de la télévision et des sondages.*

**Thierry VEDEL.** - Je travaille au sein du centre de recherche politique de Sciences Po qui est aussi connu sous le nom de CEVIPOF où je m'intéresse aux relations entre médias et politique de façon générale.

Comme cela a été rappelé à l'instant, il est vrai que la campagne de 1965 a souvent été présentée comme une rupture dans l'histoire de la communication politique. On a parlé de naissance du marketing politique, d'avènement des campagnes à l'américaine.

Il est vrai qu'il y a sûrement là une part de reconstruction. Nous constatons souvent que certaines personnalités – Michel Bongrand a été cité – s'attribuaient des actes ou des conséquences dont elles n'étaient pas forcément les auteurs, de la même façon que, plus récemment, un publicitaire très connu a pu s'attribuer le succès de François Mitterrand et oublier qu'il était aussi peut-être à l'origine de l'échec de Ségolène Royal !

C'est un premier écueil : faire la part entre ce qui s'est passé réellement et les reconstructions *a posteriori*, ce qui est souvent le cas dans les campagnes. Elles sont réinterprétées en fonction du résultat.

Le deuxième écueil, lorsque l'on aborde la campagne de 1965, est qu'il ne faut pas faire preuve d'anachronisme. Il faut essayer de se replacer dans le contexte de l'époque, et particulièrement en ce qui concerne la communication.

Il est vrai que, si nous regardons les émissions de 1965 avec les codes et les canons esthétiques actuels, nous ne pouvons pas comprendre la puissance des émissions politiques de l'époque parce que nous occultons complètement que la télévision était un objet tout à fait nouveau, magique, qui exerçait une fascination inouïe et était une véritable révolution dans la vie quotidienne des Français.

Il faut donc se méfier de cet anachronisme que l'on est souvent tenté de commettre.

J'aborderai trois éléments qui ont été, à mon avis, innovants dans la campagne de 1965 : l'avènement de la télévision, la place qu'ont tenu les sondages d'opinion – ils ont annoncé, et ne se sont pas trompés comme on le dit souvent, le ballottage du général de Gaulle – et, enfin, de façon générale, l'évolution de la communication politique en revenant sur la question de l'américanisation ou non et de la modernisation des campagnes électorales.

D'abord, un mot sur l'avènement et la place de la télévision. En 1965, on estime qu'environ six millions de foyers sont équipés d'un poste de télévision, soit environ 45 %, sachant que parallèlement, l'écoute de la télévision est souvent collective. On invite volontiers les voisins, les amis, la famille, à venir voir les émissions et particulièrement lorsqu'il s'agit de grandes émissions politiques.

Évidemment, on s'interroge beaucoup sur la place et l'influence de la télévision.

C'est une question à laquelle nous n'avons pas, sur le plan scientifique, de véritable réponse.

La campagne, à l'époque, offre la possibilité aux candidats d'intervenir à la télévision : les règles électorales sont assez généreuses puisque chacun d'eux dispose de deux heures aussi bien à la télévision qu'à la radio avant chaque tour.

Cela a permis d'avoir des émissions de campagne officielles très longues. Les plus longues dureront 28 minutes, ce qui est inouï en comparaison avec aujourd'hui.

Il y a donc eu des segments très longs : deux émissions de 28 minutes, quatre de 14 minutes et une de 8 minutes. Tous les candidats les ont utilisés, sauf le général de Gaulle qui, jusqu'à l'avant-veille du premier tour, a dit : « *Je ne fais pas campagne. Quant à la télévision, j'y passe suffisamment.* » Au journal télévisé, peut-être, mais surtout il pensait qu'il n'avait pas besoin de faire campagne et d'intervenir à la télévision. En revanche, il a utilisé la totalité de son temps de parole dans l'entre-deux tours !

Il existe de nombreuses interrogations sur l'influence de la télévision : a-t-elle joué un rôle ?

À l'époque, les études étaient assez rustres, mais néanmoins, tout le monde n'étant pas doté de poste de télévision, on pouvait en profiter pour voir, d'une façon un peu schématique, si les intentions de vote chez ceux qui avaient la télévision et chez ceux qui ne l'avaient pas allaient dans le même sens ou non.

En fait, on s'aperçoit qu'en général, que vous ayez ou non la télévision, les évolutions des intentions de vote vont dans le même sens, c'est-à-dire une baisse de celles en faveur du général de Gaulle, une montée de celles en faveur de Jean Lecanuet et, un peu plus modérément, pour François Mitterrand.

Néanmoins, quelque chose se passe autour de la télévision. On s'aperçoit que ces tendances sont amplifiées chez les téléspectateurs.

Par exemple, les intentions de vote en faveur de Jean Lecanuet ont augmenté chez les téléspectateurs entre octobre et décembre 1965 de plus de 19 %, alors que chez les personnes n'ayant pas la télévision, les intentions de vote n'ont progressé que de 13 %.

Une autre étude intéressante provient de l'IFOP, animée à l'époque par Jean Stoetzel, qui a interrogé les téléspectateurs au lendemain de chacune des émissions de la campagne officielle.

On a démontré – ce qui était assez nouveau et cela contredit même des choses que l'on constate aujourd'hui – qu'avant le premier tour il existait une sorte de déconnexion entre l'évaluation du candidat et les positions politiques des électeurs, c'est-à-dire que l'on pouvait très bien être un électeur gaulliste et apprécier, évaluer positivement, l'intervention de Jean Lecanuet.

Ces études laissaient donc entendre que quelque chose se jouait peut-être, une sorte de télégénisme particulier de la part du candidat Jean Lecanuet que l'on ne retrouvait pas chez le général de Gaulle ou chez François Mitterrand.

L'autre point que je voulais aborder concerne la place et le rôle des sondages.

D'abord, les sondages politiques sur les intentions de vote sont assez rares à l'époque par rapport à aujourd'hui où l'on en fait quasiment un chaque jour, et même peut-être plus.

En 1965, il y avait deux instituts de sondage : le plus important, l'IFOP, et un plus modeste, la SOFRES, née en 1963. Chacun d'eux a réalisé quatre sondages avant le premier tour et deux avant le second tour. L'IFOP en avait fait deux autres, soit au total quatorze sondages d'intentions de vote.

Ces instituts, très vite, montrent une baisse régulière des intentions de vote en faveur du général de Gaulle.

En revanche, les électeurs ont des intentions de vote croissantes en faveur de Jean Lecanuet, de fin octobre – moment où il se déclare – jusqu'à la veille de l'élection. Il avait d'ailleurs été légèrement surestimé par les sondages puisque le dernier de l'IFOP annonçait 20 %.

En revanche, François Mitterrand avait été sous-estimé, probablement aussi parce qu'une partie de son électorat était communiste. C'est le traditionnel problème que nous rencontrons dans les sondages d'intentions de vote sur le fait que certains électeurs, votant aux extrêmes, ont plus de mal à se déclarer de façon sincère.

Les sondages avaient annoncé le ballottage du premier tour alors même que les Renseignements généraux, qui effectuaient des enquêtes dans tous les départements, touchant parfois plusieurs milliers de personnes, annonçaient une victoire du général de Gaulle au premier tour de l'élection.

Deux autres faits se sont produits en matière d'enquête d'opinion ou d'analyse de l'opinion.

Pour la première fois, l'IFOP a réalisé une opération estimation qui a permis de connaître très rapidement le ballottage au premier tour.

Là, je tiens l'anecdote, plus exactement les faits, de mon collègue Jean-Luc Parodi qui est aujourd'hui à la retraite. Il a été l'un des chercheurs participant à cette opération estimation pour l'IFOP à laquelle l'AFP était également associée.

À partir d'environ 20 h 30, le ballottage était acquis d'après l'opération estimation. Les chercheurs, qui l'avaient réalisée, sont allés voir le directeur de l'AFP, gaulliste historique, pour lui annoncer la nouvelle. Déconfit, le directeur de l'AFP a dit : « *On va peut-être attendre un peu.* » Les chercheurs lui ont répondu : « *Non, nous sommes à peu près sûrs de notre modèle. Il y a très peu de chance que la tendance s'inverse.* »

Après l'élection, des sondages postélectorales ont été réalisés. C'est assez important parce que l'on a pu mieux comprendre les ressorts de l'élection et, notamment, trouver deux explications au vote.

Cela a donné lieu à un ouvrage très célèbre en sciences politiques dans la sociologie électorale française : l'importance de la classe sociale, mais aussi de la religion et de la pratique religieuse qui jouent un rôle profond à cette époque dans la structuration des opinions.

Pour conclure, je voulais dire un mot de l'évolution des techniques de communication de façon générale. Il est vrai que, parfois de façon intime, l'on enseigne aux étudiants en communication que 1965 a été une grande campagne à l'américaine, une véritable rupture dans la communication politique.

C'est évidemment très difficile parce que les témoignages des acteurs de l'époque montrent que, finalement, le rôle des communicants et des professionnels en communication n'étaient pas forcément aussi grand que l'on a pu le dire *a posteriori*.

Il faut bien se souvenir aussi qu'en 1965, si nous essayons d'établir des similarités, il n'y avait pas grand-chose dans le répertoire des techniques de campagne puisque c'était la première fois qu'une campagne à grande échelle devait être réalisée sur un vaste territoire. Durant la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, il s'agissait essentiellement de campagnes locales.

En 1965, il fallait toucher plusieurs millions d'électeurs en même temps. Certes, il y avait la télévision, mais c'était insuffisant. Cela nécessitait une logistique nouvelle.

J'ignore comment vous faisiez en termes de communication téléphonique : cela ne devait pas être simple à l'époque.

**Pierre FAUCHON.** - C'était l'un des thèmes de la campagne : « *La moitié de la France attend le téléphone.* » Cela revenait tout le temps.

**Thierry VEDEL.** - Les communications étaient difficiles. Vous imaginez : organiser cela à l'échelle d'un territoire ! C'était compliqué.

Dans la mémoire des techniques de communication, le seul précédent existant était celui d'une campagne à l'échelle nationale, celle de l'élection du président au suffrage universel en 1848, c'est-à-dire plus d'un siècle auparavant.

C'est la seule référence que l'on avait dans l'histoire française, l'autre étant évidemment la référence américaine où se pratique depuis longtemps des campagnes sur un vaste territoire, où il faut toucher plusieurs dizaines de millions de personnes, d'où la tendance à dire : « *On va faire ce que font les Américains.* »

Tout à l'heure, vous disiez, Monsieur Fauchon, que Michel Bongrand avait des « idées »... qu'il avait proposé de peindre la Seine en vert !

**Pierre FAUCHON.** - Jusqu'à Rouen !

**Thierry VEDEL.** - Il est vrai qu'il voulait aussi faire la campagne de De Gaulle, mais il lui a été répondu que celui-ci ne faisait pas campagne.

Plus modestement, il avait simplement introduit des règles de bon sens, des techniques de relations publiques, c'est-à-dire, par exemple, cibler les électeurs, se dire que dans chaque région il fallait peut-être parler des intérêts, des besoins, des attentes de la région ; que la presse régionale serait ainsi intéressée par le discours

et qu'il fallait d'une certaine façon dépolitiser le discours.

Cependant, il est vrai que nous n'avons pas l'impression, par rapport aux États-Unis, qu'il existait une réelle importation de technologies ou de techniques américaines, même si peut-être Michel Bongrand essayait d'en introduire certaines.

**Pierre FAUCHON.** - C'est Michel Drancourt, journaliste à *Réalités*, qui a été le principal conseiller en matière de communication.

**Thierry VEDEL.** - Sur le fond surtout, plusieurs facteurs distinguent la société politique française de la société politique américaine en matière de communication et de campagne électorale.

Peut-être pourrions-nous évoquer dans le débat, parce que c'est un grand point d'interrogation pour tous les chercheurs, l'importance de l'argent : quels étaient les budgets de campagne ?

En tout cas, même si nous ne connaissons pas exactement ceux des campagnes françaises, il est à peu près certain qu'ils sont infiniment inférieurs aux sommes déployées aux États-Unis, en 1965 comme aujourd'hui. Lors de sa dernière campagne, Obama a, au bas mot, dépensé à peu près 1 milliard de dollars ! Quand vous considérez qu'une campagne française d'un candidat présent aux deux tours s'élève à un peu plus de 20 millions d'euros, l'ordre de grandeur n'est pas le même.

Par ailleurs, une résolution très importante a été mise en place en France, dès 1965 : l'interdiction de la publicité politique à la télévision. Il existe des spots télévisés dans le cadre de la campagne officielle, mais ce n'est pas de la publicité que l'on peut acheter. En France, contrairement aux États-Unis, cela a toujours, et cela reste, interdit malgré les efforts de certains groupes d'intérêt de publicitaires qui disent que cela libérerait la parole politique et moderniserait la diffusion des messages.

Pour terminer, un dernier mot sur l'interrogation de ce qui fait le succès d'une campagne : est-elle réussie ou non ?

Je vous ai dit en introduction la difficulté à évaluer les choses : en fonction de quels critères peut-on dire qu'une campagne est réussie ?

Il faut prendre en compte les critères de l'époque et pas seulement ceux d'aujourd'hui. De plus, nous constatons qu'il existe une sorte d'alchimie mystérieuse entre au moins trois éléments.

D'abord, l'extraordinaire permanence des courants politiques dans la société française. Si vous regardez les régions françaises où Jean Lecanuet a réalisé ses meilleurs scores, vous trouverez des permanences avec les implantations électorales de la IV<sup>e</sup> République et notamment celles du MRP. Ce n'est pas tout à fait un hasard s'il a obtenu du succès dans certaines régions et pas dans d'autres. Ce premier facteur joue et il est très puissant dans un pays comme la France.

Le deuxième facteur concerne les stratégies de communication et la stratégie politique qui peut être déployée à un moment donné.



Enfin, le troisième facteur, peut-être le plus difficile à évaluer : le charisme, le charme naturel d'un homme peut aussi être une donnée importante.

**Yves PITETTE.** - *Évidemment, après la campagne, après les sondages, après les techniques de communication, arrive le moment décisif : celui où il faut faire les comptes, c'est-à-dire les résultats : qui a voté pour qui et qu'est-ce que l'on va faire après ?*

*Avant de passer la parole à Sylvie Guillaume, permettez-moi une anecdote pour dire que les chiffres sont parfois cruels.*

*Au mois de mai 1981, j'étais journaliste. Je suivais la campagne électorale présidentielle de l'époque et vers 19 heures, avec deux autres journalistes, nous étions dans le bureau de Jean-François Deniau qui dirigeait la campagne de Valéry Giscard d'Estaing.*

*Il était au téléphone avec des sondeurs qui réalisaient des estimations. Nous étions en retrait, mais nous entendions la conversation. À un moment donné il a dit : « Cela peut-il encore évoluer ? »*

*Là, nous avons deviné que son interlocuteur répondait : « Non, maintenant, cela ne peut plus renverser l'élection. » Il a alors reposé le combiné téléphonique, nous a regardé et a déclaré : « Maintenant, il faut aller voir le président. »*

*Je me suis alors dit qu'il y avait des moments où l'on n'enviait pas le boulot des autres !*

**Sylvie GUILLAUME.** - Je remercie tous les organisateurs de ce colloque qui ont bien voulu m'y associer. Un colloque qui rassemble à la fois des historiens, des politologues, mais aussi des grands témoins, des acteurs, est toujours un enrichissement. D'autant que, comme le disait Jean Garrigues lors de la première table ronde et avec qui j'ai écrit des ouvrages sur les centres et le centrisme, les centres ont été pendant longtemps négligés par les chercheurs, par les universitaires, non pas par réaction épidermique, mais pour trois raisons essentielles : d'abord le nombre des études sur la gauche et la droite – nous entrons en plein cœur de la bipolarisation –, mais aussi le problème d'identification des centres entre la droite et la gauche. La question reste d'ailleurs totalement d'actualité. La troisième raison de ce manque d'intérêt, c'est la dispersion des archives. L'historien travaille à partir d'archives et j'en profite, puisque je suis à la tribune, pour faire un appel à la bonne volonté des témoins : ne détruisez pas les archives que vous avez dans vos caves. J'ai organisé, au mois de novembre, un colloque sur l'UDF au centre d'histoire de Sciences Po et nous avons été confrontés à ce problème d'archives.

S'agissant des résultats de l'élection de 1965, on peut parler de victoire avant d'évoquer l'impasse. La victoire, parce que Jean Lecanuet a mis le général de Gaulle en ballottage et a créé la surprise même si, par ailleurs, les sondages avaient surévalué son score du premier tour.



C'est une victoire, mais elle est relative. L'élection de 1965 est une première pour les candidats, certains s'étant adaptés davantage que d'autres, et pour les électeurs. Jean Lecanuet, qui a laissé l'image de campagne à l'américaine, en dépit de son côté presque artisanal parfois, s'est très bien adapté au nouveau jeu, aux nouvelles règles, peut-être aussi parce qu'il était particulièrement télégénique et particulièrement jeune par rapport aux autres candidats.

Quand on parle de victoire de Jean Lecanuet au premier tour, en tout cas du vote en faveur de Jean Lecanuet au premier tour, il faut se poser différentes questions.

D'abord, est-ce une victoire de sa personne ? Et cela a déjà été suggéré à propos des sondages, de son charisme, de sa télégenie. Est-ce aussi une victoire du centrisme, des centres ? C'est déjà beaucoup plus difficile à expliquer. Ou est-ce une victoire des deux à la fois ?

La mise en ballottage du général de Gaulle au premier tour signifie-t-elle qu'il existe véritablement un courant centriste, un courant européen et qu'il y a un attrait pour une relève ?

Ce sont toutes ces questions que nous allons essayer d'aborder.

Jean Lecanuet est favorable à une stratégie de l'autonomie du centrisme, c'est-à-dire que l'on ne s'allie ni à la droite ni à la gauche, on cherche à conquérir un espace politique autonome.

C'est un pari qui était très risqué et qui l'est encore actuellement. En 1965, le pari pouvait effectivement être accompagné de succès à cause de la chute de popularité, en 1963, du général de Gaulle avec la grève des mineurs. Il existe aussi une réaction au pouvoir personnel.

Par ailleurs, il y a ce que j'appelle « la blessure de 1962 ». De quoi s'agit-il ?

En 1962, quand le général de Gaulle a proposé une réforme constitutionnelle faisant du président un élu du suffrage universel, s'y est opposé le « cartel des non » constitué par le MRP, des radicaux, des socialistes et le Centre national des indépendants. Or, le « cartel des non » a été battu puisque l'électorat a voté en faveur de l'élection du président au suffrage universel et que cette élection s'est profondément enracinée dans la culture politique française.

D'une certaine façon, en 1965, il y avait peut-être l'idée que l'on pouvait revenir sur cette défaite de 1962 en proposant une candidature centriste.

Mais nombreux sont les candidats du centre et de droite qui ont reculé devant la perspective de combattre la candidature de De Gaulle. Plusieurs candidats ont été cités : Maurice Faure, Antoine Pinay et d'autres. Certains, comme Pierre Sudreau et Antoine Pinay, ont été auparavant des ministres du général de Gaulle et donc solidaires d'une certaine façon. Pour eux, s'opposer au général de Gaulle était aussi un pari très risqué.

Jean Lecanuet s'est présenté comme candidat démocrate, social et européen. Il n'a pas tellement joué la carte de la démocratie chrétienne. Rappelons que le MRP s'était divisé en 1962 entre les fidèles au parlementarisme et les autres qui criti-

quaient le parlementarisme de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République. Coste-Floret, par exemple, était favorable à une République beaucoup plus présidentiale, sinon présidentielle.

Jean Lecanuet a joué la carte de la démocratie et celle de l'Europe.

Maintenant, à la lueur des résultats, qu'en a-t-il été ? L'électorat a-t-il été sensible à l'aspect novateur du candidat ? A-t-il été sensible à son charisme ?

L'électorat de Jean Lecanuet est très composite. Vous avez parlé des grands meetings d'Annecy, de Strasbourg, etc. Nous avons vu aussi que Jean Lecanuet a voulu mener une campagne jeune, moderne, qui s'appuyait sur le contact des forces que l'on appelle grosso modo les forces vives par des discussions avec de jeunes agriculteurs, des responsables des clubs qui ont joué un rôle important, des syndicalistes, des élus locaux, etc.

Y a-t-il eu une réponse positive de l'électorat ? Voyons les résultats par régions et les résultats par catégories socioprofessionnelles, pour essayer de dégager quelques grandes pistes.

Dans les départements et les régions qui ont voté pour Jean Lecanuet, on constate qu'il dépasse sa moyenne nationale là où il y a une addition à la fois de l'électorat du MRP et de l'électorat du Centre national des indépendants. Ainsi, les bastions de Jean Lecanuet sont localisés à l'est, notamment en Alsace – avec le poids de l'Europe mais aussi celui d'un électorat catholique –, au sud et à l'est du Massif central, surtout dans le grand Ouest intérieur, et une bonne partie de la Champagne, de la Bourgogne, de la Franche-Comté, des Alpes, des Pays-de-la-Loire et de l'Aquitaine occidentale, au fond une géographie d'une droite et d'un centre droit, c'est-à-dire des régions qui ont vu en Jean Lecanuet une solution de remplacement au général de Gaulle tout en conservant les mêmes valeurs.

L'électorat de Jean Lecanuet est assez conservateur, ce qui contraste avec la campagne qu'il avait voulu faire, plus moderne, plus jeune, etc.

S'agissant du vote socioprofessionnel, les chiffres sont à manier avec beaucoup de prudence et je me réclamerai d'une enquête que Colette Ysmal avait faite dans les Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques en 1965/1966, où elle comparait la composition socioprofessionnelle de l'électorat de Jean Lecanuet en 1965 avec celle du MRP de 1958 et de 1962.

On constate que l'identification de l'électorat de Jean Lecanuet au MRP n'est pas totalement parfaite. Par exemple, l'électorat des agriculteurs a été beaucoup plus important dans le vote présidentiel en faveur de Jean Lecanuet qu'il ne l'était dans celui des élections législatives précédentes pour le MRP. Pourquoi ? À cause de la contestation à la politique européenne du général de Gaulle dans le domaine de l'agriculture.

On constate aussi une progression des indépendants, c'est-à-dire des patrons, des professions libérales, des cadres supérieurs en faveur de Lecanuet plus forte que dans les votes MRP.

C'est un électorat de la France active et de la France des élites, alors que les employés et les cadres moyens, milieu traditionnellement assez favorable au MRP, ont voté plutôt pour le candidat de la gauche, François Mitterrand, en 1965.

Le fond socioprofessionnel du vote en faveur de Jean Lecanuet au premier tour est composé d'agriculteurs, d'industriels, de commerçants, de cadres supérieurs et de professions libérales. Ce sont des électeurs qui, en général, contestent le tout État et le pouvoir personnel et sont attachés à des valeurs libérales.

Nous constatons que le vote Jean Lecanuet au premier tour a surtout rassemblé autour de son nom les composantes libérale et démocrate chrétienne du centrisme. La première composante est celle du ralliement du Centre national des indépendants à la candidature de Jean Lecanuet.

On comprend mieux alors les reports du second tour du vote Lecanuet en faveur de De Gaulle ou de Mitterrand.

Les témoins ont évoqué les difficultés et l'embarras de Jean Lecanuet à donner des consignes de vote pour le second tour. Ils ont mentionné le débat ayant opposé Joseph Fontanet à Jean Lecanuet ; entre ceux qui auraient préféré qu'il y ait des consignes en faveur du général de Gaulle et ceux qui, au contraire, s'y refusaient.

Malgré les consignes de ne pas voter forcément en faveur du général de Gaulle, nous constatons qu'une grande partie de l'électorat de Jean Lecanuet a voté en faveur de celui-ci au second tour. C'est ce qui explique la différence des scores entre le Général et François Mitterrand.

L'anticommunisme a joué également. La candidature François Mitterrand était aussi une candidature d'alliance avec les communistes et l'électorat de Lecanuet qui s'est reporté sur le Général l'a fait par anticommunisme...

**Un intervenant.** - De Gaulle avait déjà nommé des ministres communistes.

**Sylvie GUILLAUME.** - Oui, mais c'était en 1945, dans un contexte particulier. En conclusion de ce vote, je reviens à ma première question : quid du centrisme ? Quid aussi de cette stratégie de l'autonomie ?

On peut alors parler d'impasse lorsqu'on se réfère au devenir du Centre démocrate lancé en 1966. Aux élections législatives de 1967, le centre représenté par le Centre démocrate n'a pas eu les succès escomptés.

Le Centre démocrate, qui avait grosso modo 20 000 adhérents au départ, ne cesse d'en perdre et leur nombre a diminué de moitié dans les dix années suivantes.

Rappelons aussi qu'après ces désillusions électorales de 1967, il y a eu la division de 1969 sur les candidats à la présidentielle, Pompidou et Poher. L'électorat centriste a résisté très difficilement aux sollicitations d'une droite installée au pouvoir avec Georges Pompidou qui a pu incarner un renouvellement du gaullisme.

Le centre est divisé entre ceux qui sont attirés par les gaullistes pompidoliens, et notamment le Centre démocratie et progrès qui rejoint Pompidou, et ceux qui penchent

pour une gauche en voie de consolidation. C'en est terminé de la stratégie d'autonomie du centre.

La candidature de Jean Lecanuet, comme l'a dit Hugues Portelli en introduction, n'a pas pu empêcher la bipolarisation en 1965, faute d'espace politique pour le centre.

Par ailleurs, un candidat à la présidentielle a besoin de l'appui d'un parti puissant et les partis du centre n'ont pas eu une dynamique suffisante pour propulser un candidat. C'est ce dont a souffert Jean Lecanuet.

Le centre manque d'unité comme l'affirme Muriel Monteiro qui a écrit une thèse sur le Centre démocrate : « *Le Centre démocrate a le cœur à gauche et les réflexes à droite.* »

Le décalage entre une candidature centriste et un électorat conservateur explique aussi la victoire relative d'un Jean Lecanuet en 1965.

**Yves PITETTE.** - *Merci de cette dernière remarque qui était, je crois, annoncée pour le MRP bien avant.*

*Je vais demander à Bernard Bosson de procéder à la conclusion.* ●

# Conclusion du colloque

par **Bernard Bosson**  
ancien ministre

**I**l me revient tout d'abord de remercier chaleureusement les organisateurs, les intervenants et les participants. Je voudrais souligner, si vous me le permettez, cinq points.

Premier point : l'appropriation par le peuple de l'élection présidentielle.

Notons l'évolution institutionnelle en trois temps : 1958, 1960, 1962 et l'irruption de l'élection présidentielle dans notre système politique. Malgré les alertes de tous ceux qui annonçaient une coupure de la France en deux, un effacement du Parlement, un risque de dérive monarchique, le peuple a massivement approuvé. Je me rappelle la campagne de 1962 pour le non. Dans mon département, ce sont 87,5 % de oui ! Et tous les partis politiques, sauf l'UNR de l'époque, étaient pour le non !

On est quand même frappé par la participation massive du peuple français à l'élection présidentielle et ceci depuis un demi-siècle. C'est une force démocratique avec des défauts (aspect positif, aspect négatif), mais quelle force !

Deuxième point : le grand étonnement que fut le ballottage du général de Gaulle.

Dans le film *Le Promeneur du Champ-de-mars*, on fait dire à François Mitterrand, à propos du général de Gaulle : « *Si on lui enlève le 18 juin, il ne lui reste pas grand-chose.* » Oui, mais il restera éternellement le 18 juin !

Après tous les référendums gagnés, on s'apercevait qu'il n'était pas possible – et ce fut une grande surprise – d'être élu, en France, à la présidentielle au premier tour. Et ce ne sera sûrement jamais possible si cela ne l'a pas été pour le Général !

Peut-être cette idée sera-t-elle fausse demain, mais je suis frappé de constater qu'aucun président de la V<sup>e</sup> République n'a été réélu quand il était en charge des affaires au moment de sa candidature.

Certes, de Gaulle a été réélu en 1965, mais c'est sa première élection au suffrage universel. Et c'est de Gaulle !

Georges Pompidou, à cause de la maladie, ne l'a pas pu. Valéry Giscard d'Estaing a été battu, François Mitterrand a été réélu, mais nous étions en cohabitation et il était le chef de l'opposition. Celui qui était à la tête du gouvernement, Jacques Chirac, était face à lui et a été sanctionné. Jacques Chirac a été réélu, mais il était lui aussi le chef de l'opposition. Celui qui était à la tête du gouvernement, Lionel

Jospin, a été sanctionné. On ne l'a même pas qualifié pour le second tour. Cette « règle » doit rendre prudent celui qui pense à se représenter.

Comme le dit François Mitterrand, quand on vint lui annoncer à Château-Chinon que l'IFOP le donnait gagnant : « *Pourquoi s'est-il représenté ?* », l'air de dire : « *Si Valéry Giscard d'Estaing ne s'était pas représenté, je n'aurais pas été élu.* »

Troisième point : la nécessité, pour un courant politique, de s'incarner à l'élection présidentielle parce qu'un courant qui n'a pas de candidat risque la disparition.

Quatrième point : l'impossibilité que l'on a jusqu'à ce jour d'allier la force de l'élection présidentielle, une majorité à l'Assemblée nationale et une part de proportionnelle.

Vous remarquerez que la promesse d'une part de proportionnelle est toujours faite pour les successeurs – sauf avec l'éphémère loi de 1986 dont François Mitterrand m'a dit un jour : « *Je n'ai jamais compris comment votre famille politique avait contribué à revenir sur la part de proportionnelle que j'avais introduite.* » Il est vrai que c'était une proportionnelle fortement majoritaire, très relative et départementale, mais quand même !

Cinquième point : alerter sur une règle souvent énoncée, celle qui veut que pour être élu à l'élection présidentielle, il faille avoir un parti fort et une stratégie d'alliance préalable.

Peut-elle admettre des exceptions ? Le système inventé par le Général, et réformé en 1962, ne donne-t-il pas aussi le pouvoir au peuple, à un moment, de dire « assez » à des partis politiques et de choisir un homme plutôt qu'un parti ? Et n'est-ce pas aussi à partir de l'élection d'un homme qu'une famille politique ou un parti peut naître ? L'avenir le dira.

Sur la candidature de Jean Lecanuet, je voudrais souligner l'incroyable performance de ce jeune parlementaire, simple premier adjoint au maire de Rouen, réélu de justesse au Parlement, qui va se lever face à tous les candidats, et surtout face au général de Gaulle, qui va porter l'étendard du centre, qui va représenter les centristes qui avaient rompu avec le Général par idéal européen, qui va créer un élan qui a donné un résultat à la fois formidable, et inférieur à 16 %, par sa personnalité, par ses valeurs.

Il détestait que l'on parle de son talent, et pourtant sa personnalité, ses valeurs, son charisme, s'incarnaient dans un talent bouleversant d'écriture et de parole. Il insufflait une formidable dynamique.

En terminant, vous me permettez d'évoquer Jean Lecanuet à travers deux textes qui, personnellement, ne m'ont jamais quitté : son dialogue avec Jean-Yves Boulic dans *Questions sur l'essentiel*<sup>1</sup> où il parle de Dieu, de la philosophie, de la politique et de lui-même ; et son dernier discours comme maire de Rouen, lors de la fête de Jeanne d'Arc.

Parce que ces textes rappellent qui il était, lui qui n'a été candidat en 1965 que par

---

1. « Pour quoi je vis », Éditions du Cerf, 1979. (NDLR)

devoir. Je cite trois passages de son dialogue :

*« Chacun reste l'homme de sa jeunesse. »*

*« La pensée mène l'action, elle est beaucoup plus importante que l'action. »*

*« Les Français sont plus républicains que démocrates et, s'ils ne veulent pas d'hérités des pouvoirs, ils en sont restés à Clovis mis sur le pavois à qui d'ailleurs on le retire. »*

De Jeanne d'Arc, il disait : *« Chez Jeanne, tout est vertical. »* Pour moi, chez lui, tout l'était, lui qui *« pensait qu'il fallait tout donner, y compris sa vie, pour une cause à laquelle on croit »*.

**Yves PITETTE.** - *Merci chers amis. Merci de votre attention et de cet après-midi qui, j'espère, vous aura plu, au cours duquel vous aurez appris et dont vous repartirez un peu plus intelligents qu'en étant entrés. Bon retour à tous. ●*



# André Colin : une grande figure du MRP

**S**oucieuse de son devoir de mémoire, l'Amicale du MRP a décidé d'organiser des rencontres consacrées aux grandes figures du mouvement. La première rencontre s'est tenue le 23 février dernier au siège de l'Amicale, salle Jean Lecanuet. Elle a été consacrée à André Colin (1910-1978), l'un des principaux fondateurs du mouvement. L'exposé de Jean-Pierre Prévost, président de l'Amicale, sur le rôle de André Colin dans la fondation et le lancement du MRP a été suivi des témoignages riches et émouvants de ses filles, Anne-Marie Idrac et Françoise Colin-Bertin, et de plusieurs de ses anciens collaborateurs.

Comme l'écrivait Alain Poher dans ses Mémoires, André Colin est « aujourd'hui injustement oublié », bien que secrétaire général du MRP de 1945 à 1955, puis président de 1959 à 1962, député, sénateur et plusieurs fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, après avoir été, avant-guerre, président de l'ACJF et, dans la clandestinité, membre du Conseil national de la Résistance, lorsque Georges Bidault en devint président après l'arrestation de Jean Moulin.

Breton autant qu'il est possible de l'être, André Colin était issu de l'une de ces puissantes familles de paysans-commerçants, marchands de toile et tanneurs, du pays de Léon, à l'extrémité du Finistère, les « Julodeds », qui sous l'effet de la Révolution industrielle s'effacèrent dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle.

Longtemps monarchistes, ces familles se divisèrent alors que la question sociale commençait à se poser avec acuité et plus encore lorsque le pape Léon XIII se prononça pour le ralliement à la République. Après Albert de Mun, l'un des premiers abbés démocrates, l'abbé Gayraud, fut élu dans le Bas-Léon.

Arrivant à Paris pour faire des études de droit – il enseigna à l'Université catholique de Lille un an seulement du fait de la guerre –, André Colin se retrouva tout naturellement dans les cercles du catholicisme social et plus particulièrement de l'ACJF alors en pleine mutation sous l'impulsion de Charles Flory, son président de 1922 à 1926, Georges Bidault étant alors vice-président. Il entra au secrétariat général et accéda à la présidence en 1936, tout en poursuivant ses études de droit – il consacrera sa thèse de doctorat à la politique familiale en Italie, se rendant à plusieurs reprises à Rome où il rencontrera notamment à la Bibliothèque vaticane d'autres jeunes démocrates chrétiens.

On imagine mal la puissance et la vitalité des mouvements de jeunesse dans les années 1930, et surtout des jeunesses catholiques. En effet, depuis la création, en

Belgique, de la Jeunesse ouvrière chrétienne, les mouvements spécialisés se multiplient en France à partir de 1926 : JOC, JAC, JEC... et s'intègrent dans l'ACJF qui devient alors le mouvement de jeunesse le plus puissant du pays.

Grâce à la correspondance de André Colin avec son meilleur ami, Georges Le Brun Kéris, son compagnon de toujours, qui sera à ses côtés secrétaire général adjoint du MRP, chargé des affaires internationales, il est possible de découvrir son activité épuisante, tant à Paris qu'à travers le pays, à une époque où il n'y avait ni TGV, ni autoroute, ni jet privé !

« Mais, écrit-il, en 1934, il y a des masses de jeunes qui comptent sur nous et, poursuit-il, quand on a reçu des talents, il faut les faire fructifier et c'est bien servir l'Église que d'être des modèles, des chefs, des guides ou encore *des maîtres de la cité temporelle*. » Songe-t-il déjà à une carrière politique ?

Il faut dire que la situation internationale est très préoccupante. Mussolini vient d'envahir l'Éthiopie. « Ce conflit m'écoeure. » Ses séjours en Italie, au Vatican, lui ont permis d'évaluer la montée des totalitarismes, du fascisme, du bellicisme. Il s'inquiète de la relative indifférence de son entourage. « Actuellement personne ne se pose de questions. » Heureusement, il y a *L'Aube*, le quotidien de Francisque Gay et de Georges Bidault. « Au moins là, on fait du bon travail. »

Sans se lasser, il constitue autour de lui et à travers le pays une équipe unie et cohérente : Georges Le Brun Keris, qu'il a rencontré à un congrès pour la paix, Albert Gortais, qui deviendra bien vite de plus en plus indispensable, Marc Scherer et, en province, André Catrice, Edmond Michelet, Jean Letourneau, Charles Bosson, bien d'autres encore. Il sait déléguer : « Le principe directeur de ma présidence : laisser à chacun ses responsabilités car les responsabilités sont éducatives. »

Les événements s'accroissent. Munich, d'abord ; la « drôle de guerre », ensuite. Il écrit le 1<sup>er</sup> juillet 1939 ces propos prémonitoires : « Ce pays qui a trahi pour sa tranquillité n'aura même pas la grandeur de se sacrifier pour un idéal. Il a la situation du morceau de fer sous le marteau-pilon qui descend lentement pour l'écraser. »

Mobilisé dans la marine, il est envoyé en Syrie d'où il assiste impuissant à l'invasion de la métropole. Sa réaction est immédiate. Sans même avoir eu connaissance de l'appel du 18 juin, il intervient à la radio de Damas le 22 juin, puis le 25, pour refuser la capitulation et continuer la guerre. « Victoire de l'Empire français », titre en arabe le quotidien *El Bachir* en reprenant son allocution : « Notre fidélité et notre foi dans l'Empire assureront la victoire. La bataille de France peut se terminer, il nous reste maintenant à gagner, avec nos alliés, la bataille de l'Empire français. »

De là-bas, il reprend contact avec ses anciens coéquipiers. « Ce fut pour moi une délivrance quand j'appris que Gortais était sauvé. » À son retour, pas question pour lui d'accepter le poste qu'on lui propose à Vichy ni même de retourner à Lille. Son successeur à la tête de l'ACJF, Alain Barrère, a été fait prisonnier. Il reprend du service et accepte la responsabilité du mouvement en zone occupée. Albert Gortais, puis Maurice-René Simonnet qui lui succède à Lyon sont bientôt rejoints par Rémy Montagne.

Il ne s'agit plus seulement d'Action catholique. Il faut penser à l'après-guerre. À partir de 1942, le projet d'un mouvement qui soit autre chose que les partis de la III<sup>e</sup> République et qui regroupe « les hommes de notre esprit », selon le titre d'un manifeste publié à la veille de la guerre, commence à germer. André Colin rencontre Georges Bidault, sillonne la France. Une nouvelle génération apparaît, plus idéaliste, plus audacieuse. Gilbert Dru, fusillé peu avant la Libération, aura eu le temps de faire entendre sa voix, de rédiger des topos dont le dernier servira à André Colin et Maurice-René Simonnet pour rédiger, en avril 1944, le manifeste du futur mouvement, qui ne sera pas démocrate chrétien, comme l'auraient voulu certains, ni travailliste, comme beaucoup l'auraient souhaité, faute de partenaires, mais restera ouvert à tous.

Dès Paris libéré, il fallait faire vite, ne pas recommencer l'erreur du Parti démocrate populaire, fondé cinq ans après l'armistice, en 1924, alors que les cartes étaient déjà distribuées. Ce fut le rôle de André Colin de constituer un solide secrétariat, bientôt installé rue de Poissy, avec son ancienne équipe, rejointe par Joseph Fontanet, Jean Fonteneau. Il avait en effet accepté cette distribution des rôles. À Bidault, le pouvoir, une brillante carrière gouvernementale ; à lui, l'organisation, le travail obscur, ce qu'il accepta sans jamais murmurer.

Le résultat dépassa les espérances. On n'osait espérer cent députés. Ils furent, scrutin après scrutin, plus de cent soixante ! Bidault soudain refusa d'être le leader, annonçant au dernier moment que ce serait Maurice Schumann avec qui André Colin s'entendait d'ailleurs parfaitement.

Le départ de De Gaulle, la rupture avec lui lors de la création du RPR, le départ des ministres communistes, le début de la guerre d'Indochine allaient briser le grand rêve. André Colin envisagea alors de démissionner, Maurice Schumann le retint. La difficile période de la guerre froide commençait.

André Colin quitta le secrétariat général en 1955 pour revenir comme président d'un parti affaibli en 1959. Rien n'était cependant perdu. Le MRP avait trois ministres au gouvernement tout en étant souvent en désaccord avec le Premier ministre, Michel Debré. À son départ fallait-il passer dans l'opposition ?

Allant à Rome, en délégation officielle, pour la béatification d'une religieuse bretonne, André Colin eut la surprise d'être invité par Jean XXIII. Un long entretien qui devait le marquer profondément. Le pape, très bien informé de la situation française, conseillait de temporiser et de ne pas affronter de Gaulle. L'idéal eût été de maintenir le *statu quo*. Mais avec l'entrée de Pierre Pflimlin et de Maurice Schumann dans le gouvernement Pompidou, la barque était trop chargée et chavira après une conférence de presse restée célèbre. « S'ils veulent partir, ce n'est pas nous qui pouvons les retenir », murmura André Colin à Maurice-René Simonnet. Le MRP n'allait pas s'en remettre. André Colin retourna au Sénat qu'il n'allait plus quitter. ●

**L'Amicale du MRP – 133 bis, rue de l'Université - 75007 Paris –  
publiera prochainement les textes de cette rencontre.**

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,40 € un numéro, 3,25 € deux numéros, 5,50 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

## **France Forum n°43 septembre 2011**

### **LE MONDE ARABE : NOUVEL ACTEUR DE LA MONDIALISATION ?**

#### **Présentation du colloque**

par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris

**Première table ronde : enjeux géopolitiques**  
par François Gouyette, Edmond Jouve, Xavier Raufer, Saïd Zulficar, Bertrand Badie (intervention non publiée)

#### **Deuxième table ronde : enjeux économiques**

par Moncef Cheikh-Rouhou,  
Doaa Abdel-Motaal, Anouar Hassoune,  
Jean-Pierre Filiu

**Troisième table ronde : enjeux de société** par  
Mohammed El Oifi, Khaled Al Khamissi, Kebir-Mustapha Ammi, Souhayr Belhassen

**Quatrième table ronde : enjeux d'intégration**  
par Joseph Bahout, Jean-Marie Cavada,  
Catherine Morin-Desailly, Abderrahim Atmoun,  
Bariza Khiari

#### **Conclusion du colloque**

par Lakhdar Brahimi

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Les mutations du marché énergétique mondial**  
par Nicolas Sarkis

**Otto de Habsbourg : un souverain, un européen**  
par Charles Delamare

### **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit**  
par André Le Gall

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

**Le drame algérien : sept ans bientôt**  
par Jean Lacouture

## **France Forum n°44 décembre 2011**

### **LE MONDIALISME : UN HUMANISME**

**Le refus de la mondialisation**  
par Charles Delamare

**L'Europe dans un monde désoccidentalisé**

par Hakim El Karoui

### **La voie étroite d'une mondialisation coopérative**

par Anne-Marie Idrac

### **La sphère publique en concurrence**

par Xavier Fontanet

### **Répondre au chagrin des classes moyennes**

par Nicolas Bouzou

### **Cannes 2011 : des avancées sociales placent l'homme au cœur du G20**

par Gilles de Robien

### **De la fracture sociale à la fracture générationnelle**

par Emmanuel Faber

### **Le destin du social en France**

par Robert Leblanc

### **Une protection sociale pour tous**

par Marc Foucault

### **Les dépenses de santé : qui va payer ?**

par Christian Prieur

### **Le G20 propose...**

par Henri de Raincourt

### **Demain, la nouvelle société européenne et marchande**

par Paul Camous

### **Habemus Papam ?**

par Jean-Pierre Prévost

### **La globalisation, la Chine et l'avenir du système mondial**

par Benoît Vermander

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

#### **Sortir de l'euro : et après ?**

par Yves-Marie Laulan

#### **L'Europe fédérale, seul recours pour sauver l'euro**

par Marc Varangot

« Non, l'homme n'a pas arrêté de penser »,  
entrevue avec Jean Sérisé

par *France Forum*

### **MOTS ET HUMEURS**

#### **Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

#### **A-t-on vraiment besoin de l'euro ?**

par Jacques Mallet

#### **Rugby et nationalisme dans le Pacifique**

par Benoît Marcenac

**Réflexions sur l'âge, l'homme prothèse**  
par Jean Chélini  
« **Une manifestation antifrançaise** »  
par Giuseppe Sacco

**IL Y A CINQUANTE ANS**  
**L'Angleterre et le navire en marche**  
par Jacques Mallet

**CULTURE ET SOCIÉTÉ**  
**Giacometti et les Étrusques, exposition**  
**à la Pinacothèque de Paris**  
par Françoise Colin-Bertin  
**L'Exercice de l'État de Pierre Schoeller**  
par Jean-Marie Bordry

**NOTES DE LECTURE**  
**Mainstream de Frédéric Martel**  
par Arthur Bertin  
**Éthique du refus de Christian Savés**  
par Arnaud Brillaud  
**Le Secret de l'enclos du temple de Jean**  
**d'Aillon** par Jean Chélini

## **France Forum n°45** **mars 2012**

**NOUVEAUX RISQUES,**  
**NOUVELLES MENACES**  
**Présentation du colloque**  
par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris  
**Première table ronde : déclin de l'idéologie,**  
**émergence du crime**  
par François Haut, Pascal Junghans, Xavier  
Raufer  
**Deuxième table ronde : prévoir et détecter**  
**dans un horizon maîtrisable**  
par Éric Danon, François Farcy, Jean-François  
Gayraud, Michel Quillé  
**Conclusion du colloque**  
par Alain Bauer

**DOSSIERS ET ÉTUDES**  
**Ne demandez pas le programme !**  
par Charles Delamare  
**Élection présidentielle :**  
**Demandez le programme !**  
par Damien Saint-Jean  
**L'élection et la crise**  
par Jean-Pierre Prévost  
**Comment réorienter la France**  
par Charles Delamare, Bernard Dorin,  
Charles Gosselin, Robert Pelletier, Claude  
Vimont, Michel Albert, Georges Bonin  
**Crise financière et/ou crise de la démocratie ?**  
par Christian Savés

**USA : vers un nouveau New Deal**  
par Jean-Marie Daillet

**MOTS ET HUMEURS**  
**Dictionnaire du sens interdit**  
par André Le Gall  
**Les agences de notation et la souveraineté**  
**nationale**  
par Jean Chélini

**IL Y A CINQUANTE ANS**  
**La démocratie à refaire**  
par Yvon Bres

**CULTURE ET SOCIÉTÉ**  
**Phares, exposition au musée national de la**  
**Marine**  
par Françoise Colin-Bertin  
**L'avant-garde musicale aujourd'hui ?**  
**De Tannhäuser à Pierre Barbaud**  
par Nicolas Viel  
**The Lady de Luc Besson**  
par Jean-Marie Daillet  
**Danser sa vie, exposition au centre Pompidou**  
par Jean-Marie Bordry

**NOTES DE LECTURE**  
**De l'indignation à l'engagement.**  
**Foi et politique de Jacques Barrot**  
par Albert Kalaydjian  
**Journal de Moscou.**  
**Ambassadeur au temps de la guerre froide**  
**de Henri Froment-Meurice**  
par Jean-Marie Daillet  
**La passion antisémite, habillée**  
**par ses idéologues de Francis Kaplan**  
par Charles Delamare

# **France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000**

- N° 45 – Nouveaux risques, nouvelles menaces**  
(mars 2012)
- N° 44 – Le mondialisme : un humanisme**  
(décembre 2011)
- N° 43 – Le monde arabe : nouvel acteur de la mondialisation ?**  
(septembre 2011)
- N° 42 – La révolution arabe**  
(juin 2011)
- N° 41 – L'euro : avis de tempête !**  
(mars 2011)
- N° 40 – Vers la civilisation mondiale...**  
(décembre 2010)
- N° 39 – L'Afrique en marche**  
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – L'évaporation des citoyens**  
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – Notre Russie**  
(mars 2010)
- N° 36 – La nouvelle crise sociale**  
(décembre 2009)
- N° 35 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2<sup>e</sup> partie)**  
(septembre 2009)
- N° 34 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1<sup>re</sup> partie)**  
(juin 2009)
- N° 33 – Face à la crise**  
(mars 2009)
- N° 32 – Les médias : beaucoup de bruit pour rien**  
(décembre 2008)
- N° 31 – Les nourritures terrestres**  
(septembre 2008)
- N° 30 – Le sourd craquement d'un monde**  
(juin 2008)
- N° 29 – La dernière présidence**  
(mars 2008)
- N° 28 – Crise et tremblement**  
(décembre 2007)
- N° 27 – Le temps des contre-pouvoirs**  
(septembre 2007)
- N° 26 – La France : un coup de jeune**  
(juin 2007)
- N° 25 – Donner la parole au peuple**  
(mars 2007)
- N° 24 – L'immigration, fruit de la mondialisation**  
(décembre 2006)
- N° 23 – Un nouvel équilibre du monde**  
(septembre 2006)
- N° 22 – Le chaos institutionnel : en sortir !**  
(juin 2006)
- N° 21 – Devant nous le déluge !**  
(mars 2006)
- N° 20 – Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**  
(décembre 2005)
- N° 19 – Après le référendum : une autre Europe, une autre France**  
(septembre 2005)
- N° 18 – Oui à l'Europe**  
(mai/juin 2005)
- N° 17 – L'avenir des femmes**  
(mars 2005)
- N° 16 – La fin du social ?**  
(décembre 2004)
- N° 15 – Nouvelle Europe, nouvelle société**  
(septembre 2004)
- N° 14 – La démocratie chrétienne, une révolution**  
(juin 2004)
- N° 13 – La laïcité autrement**  
(mars 2004)
- N° 12 – L'environnement pour vivre**  
(décembre 2003)
- N° 11 – Les réformes à cloche-pied**  
(Septembre 2003)
- N° 10 – Y a-t-il une culture européenne ?**  
(Juin 2003)
- N° 9 – La modification**  
(mars 2003)
- N° 8 – Du bon usage des crises**  
(décembre 2002)
- N° 6/7 – La réforme**  
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – Crises et renouveau**  
(mars 2002)
- N° 4 – La sécurité, un combat**  
(décembre 2001)
- N° 3 – La révolution de l'euro**  
(septembre 2001)
- N° 2 – Religion et démocratie**  
(juin 2001)
- N° 1 – Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé...**  
(mars 2001)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum  
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Téléphone ..... Mel .....

France	➔	40 €
	➔	48 € (de soutien)
Étudiant	➔	28 € (justificatif)
Étranger	➔	44 €

(TVA : 2,10 %)



# Les auteurs

**Pierre Bordry**, *conseiller d'État honoraire*

**Michèle Cotta**, *écrivain et journaliste*

**Pierre Fauchon**, *avocat honoraire, membre du Conseil supérieur de la magistrature*

**Jean Garrigues**, *professeur des universités*

**Jacques Godfrain**, *président de la fondation Charles de Gaulle*

**Sylvie Guillaume**, *professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Bordeaux 3, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po*

**Gérard Le Gall**, *politologue*

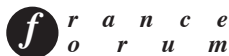
**Yves Pitette**, *journaliste, ancien rédacteur en chef de La Croix*

**Hugues Portelli**, *professeur à l'université Paris 2-Panthéon-Assas, sénateur du Val-d'Oise*

**Jean-Pierre Prévost**, *président de l'Amicale du MRP*

**Michel Rivet-Paturel**, *journaliste, président de l'Institut de la communication à l'université Lyon 2*

**Thierry Vedel**, *chercheur au CNRS et au CEVIPOF*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Françoise Colin-Bertin, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Raoul Delamare, Marc Foucault, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost**, — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris — Téléphone : 01 80 96 45 42 — E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Groupe des imprimeries Morault - 189, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris.

## 1965 : ITINÉRAIRE D'UNE CAMPAGNE

**Présentation du colloque** par Bernard Bosson

**Introduction** par Hugues Portelli

**Première table ronde : Le choix de la France de 1965** par Jean Garrigues, Michèle Cotta, Jacques Godfrain, Gérard Le Gall, Jean-Pierre Prévost, Michel Rivet-Paturel

**Seconde table ronde : « Un homme neuf, une France en marche »** par Pierre Fauchon, Pierre Bordry, Thierry Vedel, Sylvie Guillaume

**Conclusion du colloque** par Bernard Bosson

**Colloque André Colin : une grande figure du MRP. Extrait**